

Insolvency Bulletin

Bulletin sur l'insolvabilité

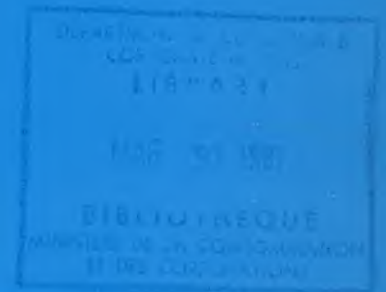
Issued by the Office of the
Superintendent of Bankruptcy

Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

January 1987
Vol. 7 No. 1

Janvier 1987
vol. 7 n° 1

Canada



Insolvency Bulletin

Bulletin sur l'insolvabilité

**Issued by the Office of the
Superintendent of Bankruptcy**

**Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites**

January 1987

janvier 1987



**Consumer and
Corporate Affairs
Canada**

**Consommation
et Corporations
Canada**

Table of Contents

BANKRUPTCY AND INSOLVENCY

Rule 115—One year later by Walter Clare and Joe Sieben.....	5
Directive No. 15 from the Superintendent of Bankruptcy.....	14
Directive No. 16 from the Superintendent of Bankruptcy.....	16
Directive No. 17 from the Superintendent of Bankruptcy.....	28
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy.....	38
Statistics.....	39

Table des matières

FAILLITE ET INSOLVABILITÉ

La Règle 115—Un an déjà par Walter Clare et Joe Sieben.....	5
Directive n° 15 du Surintendant des faillites	14
Directive n° 16 du Surintendant des faillites	16
Directive n° 17 du Surintendant des faillites	28
Adresse des bureaux du Surintendant des faillites	38
Statistiques.....	39

For information:

Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase 1
50 Victoria Street
Hull, Quebec
K1A 0C9

Renseignements:

Direction des faillites
Place du Portage, Phase 1
50, rue Victoria
Hull, Québec
K1A 0C9

Rule 115 — One year later

by Walter Clare and Joe Sieben*

1.00 Introduction

1.01 During the summer of 1984 the then Acting Superintendent asked that we review the problems associated with the administration of the summary tariff. Several courts (Quebec, Ontario and British Columbia) had previously decided to enforce the summary tariff at or near the prescribed level, (i.e. \$450 as a fee and \$50 for disbursements). Subsequent to that review the tariff was amended in February 1985. This article intends to examine some of the issues and results of the changes made to the summary tariff.

2.00 Background

2.01 The summary tariff had been last amended in 1973 and since then there had been a general upward trend in the fees allowed by the courts. Because the courts had used their discretion in allowing those increased costs there had been no apparent urgency or initiative associated with amending the tariff. However, it was clear by the summer of 1984 the tariff had become hopelessly outdated and unacceptable as a taxing standard. By the summer of 1984 the 1973 standard of \$450 would have been \$1,184 had the consumer tariff been adjusted in line with the consumer price index.

2.02 The courts were left in the very difficult position of attempting to deal rationally with taxation of costs on the basis of a standard which was both outdated and inequitable. The attempts by the courts to deal with the problem produced an extreme range of results in the different regions of the country. The decisions leading to the courts applying the tariff as prescribed had the simple effect of rolling back trustee income levels to the 1973 standard. For those trustees who primarily based their practice around the

* Mr. Clare is Deputy Superintendent of Bankruptcy. Mr. Sieben is the Bankruptcy Administrator for British Columbia.

La Règle 115 — Un an déjà

par Walter Clare et Joe Sieben*

1.00 Introduction

1.01 Au cours de l'été de 1984, le Surintendant intérimaire, nous a demandé d'étudier les problèmes associés à l'application du tarif d'administration sommaire. Plusieurs tribunaux (au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique) avaient déjà décidé d'appliquer le tarif d'administration sommaire selon le montant prescrit ou un montant s'en rapprochant, (c.-à-d. 450 \$ à titre d'honoraires et 50 \$ à titre de déboursés). À la suite de cette étude, le tarif a été modifié au mois de février 1985. Le présent article a pour objet d'analyser certaines conséquences des changements apportés au tarif d'administration sommaire et certains problèmes qu'il présente.

2.00 Considérations générales

2.01 Le tarif d'administration sommaire avait été modifié pour la dernière fois en 1973 et, depuis lors, les honoraires autorisés par les tribunaux n'avaient cessé d'augmenter. Étant donné que les tribunaux exerçaient leur pouvoir discrétionnaire pour autoriser ces augmentations, la modification du tarif ne semblait pas être une question urgente à régler et aucune initiative n'avait été prise dans ce sens. Toutefois, il a fallu se rendre à l'évidence, à l'été de 1984, que le tarif était devenu tout à fait désuet et inacceptable comme norme de taxation. En effet, à cette date, le montant fixé à 450 \$ en 1973 aurait dû être de 1,184 \$ si le tarif des faillites de consommateurs avait été ajusté en fonction de l'indice des prix à la consommation.

2.02 Les tribunaux ont donc eu la tâche très difficile d'appliquer de façon rationnelle la taxation des frais selon une norme à la fois désuète et injuste. Les façons dont les tribunaux ont essayé de régler le problème ont donné des résultats extrêmement variés dans les diverses régions du pays. Les décisions en vertu desquelles les tribunaux ont décidé d'appliquer le tarif prescrit ont fait que les syndics ont vu leurs revenus ramenés au niveau de 1973. Dans le cas des syndics dont les activités consistaient

* M. Clare est Sous-surintendant des faillites. M. Sieben est l'administrateur de faillite pour la Colombie-Britannique.

administration of summary files the preoccupation with the fee issue soon came to dominate almost every other issue because it undermined the very ability of trustees to rationally plan and manage their professional practices.

2.03 The concerns of the Office of Superintendent extended beyond the issue of fair compensation for trustees. Unlike other professions, trustees act in a fiduciary capacity where a statute requires that they perform and complete their duties even in cases where they may not be compensated. Effectively a trustee, once agreeing to act as trustee, must complete the administration. Table 2.08A sets out the number of cases in 1982 where trustees reported not to have recovered a full fee. There are three considerations in this area:

- (a) trustees are likely to risk assuming hardship cases where the court would be tolerant on the overall fee practice;
- (b) where the court maintains strict fee policies trustees may be reluctant to accept any risk files where a portion of their fee may not be paid;
- (c) given the high percentage of cases in which the trustees did not even realize their costs it became increasingly difficult for trustees to carry out their work to an acceptable standard. As well, it became difficult for the Office of the Superintendent to require a consistently high standard of performance in the face of the generally acknowledged financial constraints imposed by the tariff.

2.04 Since 1972, in response to Cabinet, the Superintendent of Bankruptcy had taken a series of initiatives to ensure access to bankruptcy service by low income (hardship) debtors who required bankruptcy relief but were unable to guarantee the fees of a trustee. Those initiatives ranged from having our employees function as trustees in those special estates to the referral program whereby certain trustees agreed to administer those estates even in cases where they were not assured of their entire remuneration. The high percentage of their caseloads in which trustees had not been able to recover their costs (Table 2.08A) coupled with the impact of the 1973 tariff standard on their overall profitability put the entire referral program in jeopardy.

essentiellement en administrations sommaires, le problème des honoraires a rapidement pris le pas sur tous les autres, parce qu'ils ne pouvaient plus planifier et gérer de façon rationnelle leurs activités professionnelles.

2.03 Les sujets de préoccupation du Bureau du surintendant ne s'arrêtaient pas à la question de la rémunération équitable des syndics. À la différence d'autres professionnels, les syndics agissent en qualité de fiduciaires, car une loi les oblige à remplir leurs fonctions et à s'en acquitter même dans le cas où ils risquent de ne pas être rémunérés. En fait, un syndic, lorsqu'il a accepté d'agir à ce titre, doit mener l'administration à terme. Le tableau 2.08A présente le nombre de cas, en 1982, pour lesquels les syndics ont indiqué ne pas avoir touché la totalité de leurs honoraires. Il y a trois facteurs dont il faut tenir compte dans ce domaine:

- a) les syndics peuvent accepter d'administrer des cas non-payants si la Cour se montre compréhensive en ce qui concerne la fixation des honoraires;
- b) si la Cour pratique une politique stricte en matière d'honoraires, les syndics peuvent se montrer peu disposés à accepter des dossiers dans lesquels une partie de leurs honoraires pourrait ne pas être payée;
- c) étant donné le pourcentage élevé de cas où ils ne récupèrent même pas leurs frais, il était devenu de plus en plus difficile pour les syndics de faire leur travail de façon acceptable. De plus, il devenait difficile pour le Bureau du surintendant d'exiger une norme de rendement toujours élevée, compte tenu des limitations qu'imposait le tarif.

2.04 Sur directive du Cabinet, le Surintendant des faillites a pris, depuis 1972, une série d'initiatives en vue d'assurer l'accès au service de faillites à des débiteurs à faible revenu qui voulaient obtenir leur libération, mais qui ne pouvaient se payer les services d'un syndic. Parmi ces initiatives, mentionnons l'affectation de nos employés à titre de syndics dans ces cas spéciaux et le programme de référence aux termes duquel certains syndics acceptaient d'administrer ces actifs, même lorsqu'ils n'étaient pas certains d'obtenir leur entière rémunération. Malheureusement, le pourcentage élevé de cas où les syndics n'avaient pas réussi à récupérer leurs frais (tableau 2.08A) joint aux répercussions de l'application du tarif de 1973 sur l'ensemble de leurs revenus a compromis le succès du programme de référence.

- 2.05 A tariff which was inadequate and provided no incentive for optimum realization encouraged trustees to expend only the effort necessary to cover fees.
- 2.06 By 1984 the very serious and persistent effects of the fee issue had grown to a point where they had the potential to bring the entire system to a standstill.
- 2.07 In the consumer files closed in 1982 the liabilities totalled \$414 million. Creditors were paid dividends totalling \$8 million in 7,225 of the 16,162 files closed and suffered losses of \$406 million.
- 2.08 Creditors are not happy to suffer losses in any case but what can particularly frustrate and anger them is a high proportion of cases where they see the trustee as realizing exactly sufficient funds to pay prescribed fees. It is these cases which foster the perception among creditors that "the system serves the system" and that they, as major stakeholders, are largely isolated from the process. The nature of con-

- 2.05 En raison d'un tarif inadéquat qui n'incitait nullement les syndicats à donner le meilleur rendement possible, ces derniers ont eu tendance à se contenter de recouvrer leurs honoraires.
- 2.06 En 1984, les conséquences très graves et persistantes du problème des honoraires avaient pris de telles proportions qu'elles risquaient de paralyser tout le système.
- 2.07 Le passif des dossiers de consommateurs clos en 1982 s'élevait à 414 millions de dollars. Les créanciers se sont partagé des dividendes totalisant 8 millions de dollars pour 7,225 des 16,162 dossiers clos et ont donc essuyé des pertes de 406 millions de dollars.
- 2.08 Les créanciers ne sont évidemment jamais contents de subir des pertes, mais ils sont particulièrement frustrés et mécontents lorsqu'ils constatent que souvent les syndicats récupèrent juste assez de fonds pour payer les honoraires prescrits. Ce sont de tels cas qui font dire aux créanciers que «le système est au service du système» et que, même s'ils sont les principales parties concernées, ils sont essentiellement

Table 2.08A

Tableau 2.08A

**Percentage of Files Where the Realization Was
No Greater Than Costs (1982)***

**Pourcentage des dossiers où la réalisation
n'a pas excédé les frais (1982)***

	Cases	Recovered Less Than Costs	%	Only Cost Recovered (Cases)	%
	Cas	Frais récupérés en partie seulement	%	Frais à peine récupérés (cas)	%
Atlantic/Atlantique	872	452	52	104	12
Québec	3,489	1,200	34	595	17
Ontario	8,878	1,289	15	3,710	42
Manitoba	701	204	29	247	35
Saskatchewan	326	125	38	127	39
Alberta	1,108	228	21	199	18
B.C./C.-B.	778	301	38	176	22
Canada	16,162	3,779	23	5,158	32

***Note:** In the tables in this article all data in respect of pre-tariff amendment results are based on 1982 file closings. Those were the data used in deciding on the amendment formula and have been included here to facilitate comparisons.

***Nota:** Dans le présent article, toutes les données présentées sous forme de tableau relatives aux résultats relevés avant la modification du tarif sont fondées sur les dossiers clos en 1982. Ces données ont servi à déterminer la formule de modification et ont été incluses ici afin de faciliter les comparaisons.

sumer bankruptcy is such that no tariff amendment or other adjustments to the system could substantially alter the fact that creditors will suffer major losses. However, we did think that it might be possible to improve the system by increasing the number of estates where dividends were paid and decreasing the number of estates where realization was only sufficient to cover fees. Table 2.08A sets out the percentage of cases in which realization was limited to all or part of the costs of administrations.

tendus à l'écart du processus. La nature même des faillites de consommateurs est telle qu'aucune modification soit du tarif soit du système ne pourrait changer grand-chose au fait que les créanciers subiront toujours des pertes considérables. Nous avons toutefois pensé qu'il serait possible d'améliorer le système en augmentant le nombre des actifs pour lesquels des dividendes sont payés et en diminuant le nombre des actifs dont la réalisation ne permet que de couvrir les honoraires. Le tableau 2.08A donne le pourcentage des cas où la réalisation a seulement permis de recouvrer la totalité ou une partie des frais d'administration.

2.09 As well as providing relief for the insolvent debtor the bankruptcy system must also provide a reasonable and predictable expectation of a dividend for the creditors. Trustees must be encouraged to achieve the optimum realization for creditors to improve the incidence of dividends in consumer bankruptcies. Table 2.09A displays the number and percentage of files closed in 1982 in which a dividend was paid.

2.09 En plus de réhabiliter le débiteur insolvable, le système de faillite doit aussi offrir aux créanciers une possibilité raisonnable et prévisible d'obtenir un dividende. Les syndics doivent être incités à obtenir la meilleure réalisation possible pour les créanciers, de façon à accroître le montant des dividendes versés dans le cadre de faillites de consommateurs. Le tableau 2.09A donne le nombre et le pourcentage de dossiers clos en 1982 dans lesquels un dividende a été payé.

Table 2.09A

Tableau 2.09A

Percentage of Cases where Dividend is Paid and Average Dividend Paid on Files Closed in 1982

Pourcentage de cas où un dividende a été payé et dividende moyen payé dans les dossiers clos en 1982

	Cases	Dividend Paid (Cases)	%	Average Dividend When Paid (1)
	Cas	Dividende payé (cas)	%	Dividende moyen effectivement payé (1)
Atlantic/Atlantique	872	316	36	\$1,147.31
Québec	3,489	1,694	49	1,228.16
Ontario	8,878	3,879	44	1,034.85
Manitoba	701	250	36	1,494.40
Saskatchewan	326	94	29	1,190.43
Alberta	1,108	599	54	1,731.47
B.C./C.-B.	788	311	39	1,257.07
Canada	16,162	7,225	45	\$1,158.60

⁽¹⁾**Note** : Based only on those cases where dividend is actually paid.

⁽¹⁾**Nota** : Compte tenu seulement des cas où un dividende a été effectivement payé.

2.10 On reviewing the preceding factors and data it was concluded that an effective tariff should:

- (a) permit creditors to have a reasonable and predictable expectation of a dividend;
- (b) adequately compensate the trustee for high quality performance of the essential statutory duties required in each bankruptcy, regardless of realization potential;
- (c) adequately compensate trustees for the fiduciary responsibilities assumed in estates where there are substantial assets;
- (d) display some tolerance for assuming responsibility to act as trustee where there may not be sufficient potential for a realization to cover all administration costs;
- (e) permit the Office of the Superintendent to require consistently high standards of performance while at the same time recognizing the need for fair and adequate compensation;
- (f) encourage trustees to pursue assets on the assumption that a higher realization and increased costs would result in increased fee allowances.

2.10 Après révision des données et facteurs précédents, on a conclu qu'un tarif efficace devrait:

- a) permettre aux créanciers de s'attendre, dans une mesure raisonnable et prévisible, qu'un dividende leur soit versé;
- b) assurer une rémunération adéquate au syndic qui s'est acquitté de la meilleure façon possible des obligations statutaires prévues, quelles que soient les possibilités de réalisation;
- c) assurer une rémunération adéquate au syndic pour ses responsabilités fiduciaires dans des actifs comportant des biens substantiels;
- d) admettre une certaine marge pour compenser les cas où un syndic accepte de se charger de l'administration d'un actif dont la réalisation risque de ne pas couvrir tous les frais d'administration;
- e) permettre au Bureau du surintendant d'exiger des normes de rendement toujours élevées, tout en tenant compte de la nécessité d'assurer une rémunération équitable et adéquate;
- f) encourager les syndics à récupérer le plus de biens possible, compte tenu du fait qu'une réalisation supérieure et des frais plus élevés entraîneraient une augmentation des honoraires.

3.00 Alternatives Considered

3.01 The first alternative considered was simply to increase the tariff based upon a best estimate of the combined effects of inflation and of efficiencies which have reduced direct administrative costs. However, this solution proved very difficult as there is no dollar amount which is appropriate in low-asset and low-cost cases which also makes sense for the larger, more demanding estates. Furthermore, we could not find a single rate tariff which would meet the sound program and operational guidelines set out in the previous paragraph.

3.02 Five models were developed, each featuring a sliding scale of remuneration and each of which was directed to the achievement of the guidelines set out in the previous paragraph. The various models were informally reviewed with the Executive Committee of the Canadian Insolvency Association. A consensus was reached that one model best met all of the criteria while

3.00 Solutions de rechange envisagées

3.01 La première solution de rechange envisagée consistait simplement à augmenter le tarif selon la meilleure estimation des effets combinés de l'inflation et des changements administratifs qui ont réduit les frais d'administration directs. Cette solution s'est toutefois révélée très difficile à mettre au point, étant donné qu'il n'existe aucun montant qui soit à la fois approprié pour les petits actifs, qui comportent peu de frais, et pour les actifs plus considérables et plus difficiles à administrer. De plus, nous ne pouvions trouver un tarif unique qui pourrait répondre aux principes exposés au paragraphe précédent.

3.02 Cinq modèles ont été établis, qui comportaient tous une échelle de rémunération variable et qui devaient permettre de se conformer aux principes exposés au paragraphe 2.10 ci-haut. Ces modèles ont fait l'objet d'une révision informelle en consultation avec le comité exécutif du Conseil canadien d'insolvabilité. On s'est entendu pour retenir le modèle qui répondait le mieux à

at the same time not permitting or appearing to permit excessive fee practices on the part of trustees. The model proposed was accepted and approved by Cabinet although some adjustments were made in the amounts and percentages allowed for fees and disbursements. The tariff when approved provided for 100% of the first \$900 of realization; 35% on the next \$2,100; and 15% for amounts in excess of \$3,000.

- 3.03 The new tariff provided that all summary administrations be administered under the revised schedule and anticipated that no discretion be given the Registrar to deviate from tariff. In cases where special circumstances or extraordinary expenses (e.g., appointment of agent or lawyer) were necessary it was recommended that any such estates be immediately converted from summary to ordinary.

4.00 Current Status

- 4.01 Generally it appears that the new tariff is mechanically sound and working reasonably well. There has been a broad based acceptance of the principle of tying remuneration to realization. Several of the courts have significantly streamlined the taxation process in respect of summary administration.
- 4.02 Fees and taxation in a summary administration was once a constant debating issue among many practitioners. As such, it was a serious friction point between some of the important actors in the system. Because of this inordinate focus on remuneration we were not able to address the many practice issues which had also become concerns during the past few years. Many of these matters are now being examined with the support and participation of the trustee profession.
- 4.03 The Referral Program for hardship debtors was, in 1984, in serious jeopardy with no workable solution in sight. We have recently implemented a new program to deal with hardship cases. That program, which was developed in large measure by the trustees themselves imposes upon the profession a responsibility for providing bankruptcy services which is at least as great as that under the failed Referral Program. That degree of voluntary participation by the profession would have been impossible to achieve without the overall profitability relief and practice management stability provided by the revised tariff.

tous les critères sans toutefois permettre ou sembler permettre aux syndicats de toucher des honoraires excessifs. Le Cabinet a accepté et approuvé le modèle proposé, bien que certains ajustements aient été apportés aux montants et pourcentages autorisés à l'égard des honoraires et déboursés. Le tarif approuvé prévoit 100 p. 100 pour les neuf cents premiers dollars de réalisation, 35 p. 100 pour les 2,100 \$ suivants, et 15 p. 100 pour les montants de plus de 3,000 \$.

- 3.03 Le nouveau tarif assujettit la rémunération des syndicats pour toutes les administrations sommaires au barème révisé, et ne laisse aucune discrétion au registraire de s'en écarter. Lorsque certains dossiers comportent des conditions spéciales ou nécessitent des dépenses extraordinaires (p. ex., la nomination d'un mandataire ou d'un avocat), il est recommandé de faire passer tout de suite de tels actifs à la catégorie des actifs ordinaires.

4.00 Situation actuelle

- 4.01 De façon générale, le nouveau tarif semble être adéquat et fonctionner assez bien. Toutes les parties semblent accepter le principe de la rémunération fondée sur la réalisation. Plusieurs tribunaux ont considérablement simplifié le processus de taxation applicable aux administrations sommaires.
- 4.02 Les honoraires et la taxation dans le cas des administrations sommaires ont longtemps été un sujet de controverse entre les praticiens. Ils étaient également source de friction entre certains des principaux intervenants du système. Les proportions démesurées que le problème de la rémunération avaient prises nous empêchaient de résoudre les nombreux problèmes qui avaient surgi au cours des dernières années. Bon nombre de ces problèmes font actuellement l'objet d'un examen auquel les syndicats participent et accordent leur appui.
- 4.03 Le succès du programme de référence destiné aux débiteurs à faible revenu était, en 1984, sérieusement compromis et aucune solution satisfaisante n'était en vue. Nous venons de lancer un nouveau programme applicable aux petits actifs. Ce programme, conçu en grande partie par les syndicats eux-mêmes, oblige les membres de la profession à fournir des services en matière de faillite qui soient au moins équivalents à ceux fournis dans le cadre de l'ancien programme de référence. Il aurait été impossible d'obtenir ce degré de participation volontaire de la part des syndicats si le tarif révisé n'avait assuré un rendement amélioré et une stabilité au niveau de la gestion des opérations.

4.04 This does not mean that there have not been points of contention or disagreement on the tariff. Some of the points raised by different interests:

- (a) the tariff anticipates a conversion from summary to ordinary in those cases where extraordinary costs and disbursements have been incurred. It has been suggested that the conversion procedures are too demanding and should be simplified;
- (b) the tariff does not provide for any special consideration for the handling and sale of automobiles. Arguments have been made to permit a specific amount in regard to agency or direct costs associated with the disposal of a vehicle;
- (c) the base of \$900 is fixed by the tariff and it has been suggested that the \$900 base should be reviewed annually or automatically adjusted by COLA formula;
- (d) in order to avoid excessive "windfall" fees a cap should be placed on the upper range of the percentage fee which can be claimed by the trustee (e.g. reduce the 15% permitted after realization in excess of \$10,000);
- (e) because legal fees cannot be paid as a disbursement in a summary administration trustees have been discouraged from obtaining legal opinions. It is the belief of some practitioners that legal opinions are not being obtained as frequently as they were previously.

4.04 Cela ne signifie pas que le tarif fait l'unanimité de tous. Voici quelques points de désaccord soulevés par diverses parties:

- a) le tarif prévoit la conversion d'un actif sommaire en actif ordinaire lorsque des frais et des déboursés extraordinaires ont été engagés. Certaines parties estiment que ce passage d'une catégorie à l'autre est un processus trop compliqué et qu'il devrait être simplifié;
- b) le tarif ne comporte aucune disposition sur le traitement à accorder à la vente des automobiles. Certains arguments ont été invoqués afin que soit autorisé un montant précis en ce qui concerne les frais d'intermédiaires ou les frais directs occasionnés par la vente d'un véhicule;
- c) le montant de base du tarif est de 900 \$, et il a été proposé que ce montant soit révisé chaque année ou automatiquement rajusté en fonction de l'indice du coût de la vie;
- d) afin d'éviter les honoraires imprévus excessifs, une limite devrait être imposée en ce qui concerne le montant maximum des honoraires que peut réclamer un syndic (p. ex., réduire le pourcentage de 15 p. 100 autorisé pour les réalisations excédant 10,000 \$);
- e) étant donné que les honoraires d'avocat ne peuvent être acquittés à titre de déboursés dans une administration sommaire, les syndics ont renoncé à obtenir des opinions juridiques. Certains praticiens estiment que les syndics demandent moins souvent des avis juridiques qu'auparavant.

5.00 Directly Measurable Impact of Tariff

5.01 One of the aims in revising the tariff was to provide creditors with a more predictable expectation of a dividend with the opportunity to assess the potential for a dividend early in the administration of the bankruptcy. It was expected that, while the nature of consumer bankruptcy precludes a marked increase in recovery, the creditors would experience an increase in the incidence of cases which paid a dividend.

5.02 Table 5.02A shows the percentage of cases in which a dividend was paid in 1982, the projection of dividend incidence under the proposed tariff and the actual experience on 1985 consumer estates closed in 1986.

5.00 Impact directement mesurable du tarif

5.01 L'un des objectifs du tarif révisé était de permettre aux créanciers de pouvoir compter davantage sur un dividende et de savoir à quoi s'en tenir à ce sujet dès le début de l'administration de la faillite. Même si la nature même des faillites de consommateurs empêche toute augmentation marquée des montants recouvrés, on prévoit qu'un plus grand nombre d'administrations produiront des dividendes pour les créanciers.

5.02 Le tableau 5.02A présente les pourcentages de cas où un dividende a été payé en 1982, les pourcentages de dividendes qu'aurait rendu possible le tarif révisé et les pourcentages réels pour les dossiers de faillites de consommateurs ouverts en 1985 et clos en 1986.

Table 5.02A

Tableau 5.02A

Percentage of Cases with Dividend
Pourcentage de cas ayant produit des dividendes

	Actual 1982	Expected After Tariff Revision	Actual After Tariff Revision
	Pourcentage réel 1982	Pourcentage prévu après révision du tarif	Pourcentage réel après révision du tarif
Atlantic / Atlantique	36	37	37
Québec	49	62	66
Ontario	44	45	52
Manitoba	36	50	48
Saskatchewan	29	47	57
Alberta	54	74	80
B.C./C.-B.	39	61	33
Canada	45	51	55

5.03 While it was expected that the percentage of cases paying a dividend would rise it was also expected that in the short run the amount of the average dividend would be smaller under the new, highly structured tariff which would generate a higher number of small dividends than in the past. This was expected to rectify itself in the long run as the new tariff with its adequate compensation to trustees for the work in pursuing potential assets produced an increase in overall realizations: Table 5.03A show the average dividend of all cases, average cost in all cases, and the average dividend in the cases where a dividend was paid as well as average realizations in all cases closed.

5.04 Average realizations in the estates closed have increased by \$328.64 over realizations in 1982. As expected, the increase in average realizations is not, in the short run, reflected in an increase in the amount of the average dividend. It is fully expected that the creditors will eventually share in the increased realizations. The post-amendment sample used in this review represents only 16% of the consumer files opened in 1985. Because of the tendency of "empty" files to close much more quickly than those in which there are reasonable prospects for realization we expect that the remaining 84% of files which were opened in 1985 will, when closed, show a marked improvement in the size of average dividend as well as a further improvement in the incidence of dividend.

5.03 Même si l'on s'attendait à une augmentation du pourcentage des cas donnant droit à un dividende, on prévoyait aussi qu'à court terme le montant du dividende moyen serait moins élevé, compte tenu de la structure très précise du nouveau tarif. On s'attendait cependant à ce que cette situation se corrige d'elle-même et que le nouveau tarif, assurant une rémunération adéquate aux syndics pour récupérer les actifs possibles, donne éventuellement lieu à une augmentation des réalisations globales. Le tableau 5.03A donne le dividende, les frais engagés, et les réalisations moyens pour tous les dossiers clos, ainsi que le dividende moyen pour les cas où un dividende a été payé.

5.04 Les réalisations moyennes pour les actifs clos ont augmenté de 328,64 \$ par rapport aux réalisations de 1982. Tel que prévu, cette augmentation ne s'est pas traduite, à court terme, par une augmentation du dividende moyen. On prévoit cependant que les créanciers finiront par bénéficier d'une augmentation des réalisations. L'échantillon «post-modification» utilisé dans cet examen représente seulement 16 p. 100 des dossiers de consommateurs ouverts en 1985. Étant donné que les dossiers «sans recettes» ont tendance à être fermés beaucoup plus rapidement que ceux qui offrent des possibilités raisonnables de réalisation, nous prévoyons que les autres dossiers (84 p. 100) ouverts en 1985 afficheront, à leur clôture, une amélioration marquée du montant du dividende moyen ainsi qu'une augmentation du nombre des actifs ayant payé un dividende aux créanciers.

Table 5.03A
Tableau 5.03A

**Comparison of Dividends, Costs and Realization
for Estates closed in 1982 and 1986 (To Date)**

**Comparaison entre les dividendes, les frais et les
réalisations des actifs clos en 1982 et en 1986
(à ce jour)**

		Average Dividends In All Cases Closed	Average Costs All Cases	Average Realization All Files	Average Dividend In Cases Where Dividend Was Paid
		Dividendes moyens pour tous les dossiers clos	Frais moyens pour tous les cas	Réalisation moyenne pour tous les dossiers	Dividende moyen pour les cas où un dividende a été payé
Atlantic / Atlantique	1982	\$415.77	\$ 555.62	\$ 971.39	\$1,147.31
	1986	266.85	955.89	1,222.74	713.58
Québec	1982	596.30	1,048.41	1,644.71	1,228.16
	1986	584.13	1,578.96	2,163.09	888.46
Ontario	1982	452.15	717.95	1,170.11	1,034.85
	1986	419.52	1,118.86	1,538.38	811.61
Manitoba	1982	532.95	848.64	1,381.60	1,494.40
	1986	415.33	1,398.40	1,813.73	861.57
Saskatchewan	1982	343.25	765.80	1,109.05	1,190.43
	1986	320.78	1,265.16	1,585.94	559.80
Alberta	1982	936.06	969.13	1,905.19	1,731.47
	1986	793.16	1,287.15	2,080.31	986.43
B.C./C.-B.	1982	496.13	972.53	1,468.65	1,257.07
	1986	399.89	777.10	1,176.99	1,226.15
Canada	1982	517.93	816.80	1,334.73	1,158.60
	1986	488.61	1,174.76	1,663.37	896.12

6.00 Conclusion

6.01 The financial results in this early sampling of estates opened and closed since the amending of the tariff has confirmed many of the results expected in the short run. We are confident that a similar review done a year from now on the same estate filing base of 1985 will show the expected improvements discussed in the previous section.

6.02 Quite apart from the quantifiable preliminary results displayed on the tables the resolution of the tariff problem which previously existed has permitted the entire insolvency system to work rationally on day to day issues and allows a far more realistic basis on which to address longer term practice and system issues.

6.00 Conclusion

6.01 Les résultats financiers de cet échantillonnage préliminaire des dossiers de faillite ouverts et clos depuis la modification du tarif révisé ont confirmé bon nombre des résultats attendus à court terme. Nous sommes persuadés qu'un examen semblable du même échantillon de 1985 effectué dans un an fera état des améliorations prévues exposées dans la section précédente.

6.02 Dans un ordre d'idées assez différent des résultats préliminaires quantifiables présentés dans les tableaux, il faut dire que le règlement du problème du tarif a permis à l'ensemble du système des faillites de régler rationnellement les questions courantes et de jeter des bases beaucoup plus réalistes qui permettront d'apporter des solutions à des problèmes à plus long terme en ce qui concerne les pratiques et le système.

Directives



Consommation
et Corporations Canada

Consumer and
Corporate Affairs Canada

No. 15

Surintendant des
faillites

Superintendent of
Bankruptcy

COÛTS ASSOCIÉS A LA RÉALISATION D'ACTIFS POUR LE COMPTE D'UN CRÉANCIER GARANTI

Émise: le 22 décembre, 1986

GÉNÉRALITÉS

1. Un syndic peut à l'occasion agir pour le compte d'un créancier garanti pour disposer d'actifs grevés d'une sûreté nonobstant qu'il ait été également mandaté pour agir en vertu de la Loi sur la faillite.

LIGNES DIRECTRICES

2. Lorsqu'un(des) bien(s) est(sont) grevé(s) d'une sûreté et que le syndic agit à la fois comme syndic en vertu de la Loi sur la faillite et comme agent pour le compte d'un créancier garanti afin de réaliser des biens, les coûts d'administration et le travail effectué pour le bénéfice du créancier garanti doivent être payés par le créancier garanti et non pas à même la réalisation des actifs libres par le syndic.

3. Le syndic doit tenir un compte bancaire en fidéicommiss et une comptabilité de ses activités (relevé de temps) et déboursés pour le compte du créancier garanti distincts de ceux de la faillite

4. Lorsque le syndic agit comme syndic en vertu de la Loi sur la faillite, rien n'empêche celui-ci de réaliser des biens à ce titre, même assujettis à des sûretés, et de s'entendre avec le créancier garanti pour réduire la valeur de la réclamation garantie et ainsi assurer un résidu à l'actif pour les honoraires et frais du syndic encourus pour la disposition des actifs grevés.

COSTS ASSOCIATED WITH THE REALIZATION BY THE TRUSTEE OF SECURED CREDITORS' ASSETS

Issued: December 22, 1986

BACKGROUND

1. A trustee may, from time to time, act on behalf of a secured creditor in disposing of encumbered assets, notwithstanding that an engagement under the Bankruptcy Act is coincidentally mandated.

GUIDELINES

2. Where an asset(s) is(are) encumbered by a security interest and the trustee acts both as a trustee under the Bankruptcy Act and as an agent for a secured creditor to realize assets, the costs of administration of the actions taken for the benefit of the secured creditor are to be paid for by the secured creditor and not from the trustee's realization of the estate's unencumbered assets.

3. The trustee must maintain a distinct bank trust account, accounting of his activities and costs for the benefit of the secured creditor separate from the one for the estate.

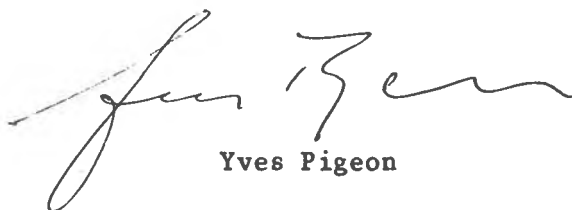
4. Where he acts as a trustee, nothing precludes him from realizing assets in this capacity, even where these assets are encumbered, and make arrangements with the secured creditor to adjust his security downward to ensure a residual amount to pay the trustee's costs and fees in realizing the encumbered assets for the secured creditor.

5. La présente ne vise pas la disposition de biens partiellement grevés où le syndic rachète la sûreté afin d'assurer une équité pour la masse.

5. This Directive is not intended to apply to those cases where the trustee realizes on partially encumbered assets in order to secure an equity for the estate.

Le Surintendant des faillites

The Superintendent of Bankruptcy

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Yves Pigeon', with a stylized, cursive script.

Yves Pigeon



Consommation
et Corporations Canada

Consumer and
Corporate Affairs Canada

No. 16

Surintendant des
faillites

Superintendent of
Bankruptcy

PRÉPARATION DU BILAN STATUTAIRE

PREPARATION OF THE STATEMENT OF AFFAIRS

Émise: le 22 décembre 1986

Issued: December 22, 1986

GÉNÉRALITÉS

1. Le bilan statutaire est l'un des documents les plus importants pour l'administration de l'actif et sert à l'ensemble des participants nommément la cour, le syndic, les créanciers, les inspecteurs et le séquestre officiel, dans leur prise de décisions.

2. Bien que le bilan statutaire soit celui du débiteur, c'est généralement le syndic qui le prépare à même les renseignements fournis par le débiteur. Compte tenu de cette pratique, il est normal et acceptable que le temps consacré par le syndic à la préparation du bilan statutaire soit une charge pour l'actif.

PROBLEME

3. Alors que les états financiers rédigés par un comptable professionnel sont préparés selon des principes comptables généralement reconnus, tel n'est pas le cas pour le bilan statutaire puisqu'aucune ligne directrice n'existe. Très souvent, en raison des diverses méthodes utilisées, les bilans suscitent le doute ou l'équivoque.

4. La variété dans la présentation des actifs et du passif lors de la préparation du bilan statutaire transmet souvent une image incorrecte de la situation véritable du débiteur, laissant les créanciers, le syndic et le séquestre officiel sans critères fiables pour leur prise de décisions.

BACKGROUND

1. The Statement of Affairs is one of the most important documents for the administration of the estate and one on which a variety of users base their decisions, viz - the Court, the trustee, the creditors, the inspectors and the Official Receiver.

2. Although the Statement of Affairs is the debtor's statement, the trustee often assists in its preparation on the basis of the information provided by the debtor. As the preparation of the Statement of Affairs is normally done by the trustee, the time spent is a normal and acceptable charge to the estate.

ISSUE

3. Whereas financial statements prepared by professional accountants will normally be prepared in accordance with generally accepted accounting principles, such is not the case for a Statement of Affairs where there are no guidelines. There are concerns that the manner in which it is prepared in numerous instances leads to confusion and misunderstanding.

4. The multiplicity of ways in which assets and liabilities have been treated for the purpose of the preparation of the Statement of Affairs have often led to a distorted picture of the actual situation of the debtor leading to unreliable criteria on which decisions by the creditors, the Official Receiver and the trustee are made.

LIGNES DIRECTRICES

5. Les syndics doivent, selon leur expérience et expertise, faire un effort pour promouvoir le plus possible la divulgation complète des renseignements nécessaires et voir à ce que le débiteur fournisse des renseignements qui sont des plus précis et appropriés, compte tenu des circonstances.

6. Le formulaire 74A - Bilan d'un failli non-commerçant - doit être utilisé pour tous les débiteurs-consommateurs et les faillites de non-commerçants, que le dossier soit administré selon les dispositions de l'administration sommaire ou non. Le formulaire 74 - Bilan commercial doit être utilisé pour les autres administrations.

7. Lorsqu'il s'agit de la faillite d'une société en nom collectif, un bilan doit être préparé pour l'entreprise ainsi que pour chacun des associés qui fait cession de ses biens.

8. Aux fins de la présente directive,

a) un débiteur-consommateur est un particulier:

- qui n'a pas d'actif d'affaires; et
- qui n'exploite pas présentement une entreprise;

b) l'endettement résultant de garanties ou d'endossements d'emprunts d'une compagnie ou d'une tierce personne en affaires, ne constitue pas un endettement découlant de l'exploitation d'une entreprise.

9. Nonobstant le paragraphe 6, lorsqu'il semble plus à propos, dans certains cas, d'utiliser une formule plutôt que l'autre, le syndic devra consulter le séquestre officiel quant à l'opportunité de le faire.

10. Lors de la préparation du bilan d'un failli non-commerçant comme d'un commerçant:

GUIDELINES

5. Trustees are expected to use their experience and skill to improve the full disclosure of all the necessary information and ensure that the debtor provides information which is proper and as accurate as possible, having regard to the circumstances.

6. Form 74A - Statement of Affairs of a Non-Business Bankrupt is to be used for all consumer debtors and non-business bankruptcies whether the estate is administered under the summary administration provisions or under the regular provisions of the Act. Form 74 - Statement of Affairs is to be used for all other proceedings.

7. Where a partnership is involved, a Statement of Affairs must be prepared for the business as well as for each of the partners making an assignment.

8. For the purpose of this Directive,

a) a consumer debtor is defined as an individual:

- who has no business assets; and
- who is not currently active in business;

b) indebtedness resulting from guarantees or endorsements of a corporation or a third party operating a business does not constitute a debt arising out of the operation of a business.

9. Notwithstanding paragraph 6, in those cases where the use of the alternate form could be more appropriate, the trustee shall consult the Official Receiver as to the acceptability of using the alternate form.

10. In completing the Statement of Affairs or the Statement of Affairs of a Non-Business Bankrupt:

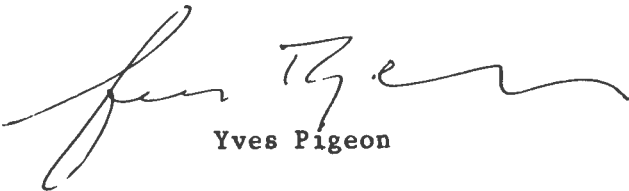
- a) le nom et l'adresse complètes de chaque créancier doivent apparaître;
- b) lorsque le montant exact ou approximatif de la dette ou d'un bien de l'actif n'est pas connu, le "meilleur montant estimé" devrait être indiqué et le débiteur doit s'abstenir d'utiliser un point d'interrogation dans les colonnes "valeur estimée des actifs" ou "montant de la dette" du formulaire 74A ou dans les colonnes "actif" ou "passif" du formulaire 74;
- c) lorsqu'il n'est pas possible de déterminer un montant en raison de sa nature éventuelle, une explication doit être donnée quant à la raison pour laquelle le montant ne peut être établi;
- d) lorsqu'un bien est détenu conjointement ou partiellement, il faut en tenir compte, en démontrant la part du débiteur dans l'actif, la part des créances garanties dont il est directement responsable ainsi que toutes réclamations éventuelles vu qu'il est conjointement et solidairement responsable, avec le(s) autres copropriétaire(s), de la totalité des créances à l'encontre du bien;
- e) lorsque le débiteur ne peut déterminer si un montant est ou serait dû à un créancier mais veut toutefois l'aviser. Le créancier devrait être démontré comme créancier supplémentaire au bilan statutaire sans qu'un point d'interrogation ou un montant n'apparaisse dans la colonne des dollars;
- f) les annexes "A" et "B", qui font partie intégrante de la présente directive, montrent comment les éléments particuliers d'actif et de passif doivent être traités ou présentés au bilan statutaire;
- g) les annexes au bilan statutaire doivent être entièrement complétées dans

- a) the full name and complete address of each creditor is to be shown;
- b) where the exact or approximate amount owed or where the value of the asset is not known, the "best estimate" of the amount involved is to be included and the debtor is to refrain from using a question mark in the "estimated dollar value of assets" or the "amount of debt" columns of Form 74A or in the "assets" or "liabilities" columns of Form 74;
- c) in those cases where it is not possible to determine an amount because of its contingent nature, an explanation is to be provided as to why an amount cannot be indicated;
- d) where a property is jointly or partially owned, the situation is to be reflected with the debtor's share of the property, the share of the secured encumbrances that he is directly responsible for as well as any possible contingent claims as he is, with the other co-owner(s), jointly and severally responsible for all of the encumbrances against the property;
- e) where the debtor cannot ascertain if an amount is or could be owed to a creditor, but wants to include the said creditor. The creditor should be shown on the Statement of Affairs as a supplementary creditor without any amount or question mark in the dollar amount column;
- f) Annexes "A" and "B", which are an integral part of the present directive, indicate how individual elements of assets and liabilities are to be dealt with or presented on the Statement of Affairs;
- g) the schedules attached to the Statement of Affairs are to be fully com-

les moindres détails afin de justifier les montants apparaissant à la page frontispice du bilan statutaire; et

- h) la page frontispice du bilan statutaire (formulaire 74) devrait être envoyée à tous les créanciers avec l'avis de la première assemblée des créanciers et la liste des créanciers. Dans le cas d'un Bilan d'un failli non-commerçant (formulaire 74A), le bilan et les annexes doivent être envoyés aux créanciers.

Le Surintendant des faillites



Yves Pigeon

pleted to provide all the details to substantiate the amounts appearing on the front page of the Statement of Affairs; and

- h) the front page of a business Statement of Affairs (Form 74) should be sent to creditors with the notice to creditors of the first meeting and the list of creditors. In the case of a Non-business Statement of Affairs (form 74A), the Statement of Affairs and all the annexes are to be sent to the creditors.

The Superintendent of Bankruptcy

Annexe "A"

L'actif et le passif du débiteur doivent apparaître de la manière prescrite sous chacune des rubriques:

BILAN D'UN FAILLI NON-COMMERÇANT (Formulaire 74A)

A C T I F

1. **Espèces en mains:** Indiquer les sommes que le débiteur a remises au syndic au moment de la cession (espèces en main ou en banque).
2. **Ameublement:** Si une exemption provinciale est prévue, le montant de l'exemption devrait figurer sous la rubrique "description". Tout intérêt partiel du débiteur dans le bien doit être indiqué. La valeur estimée par le débiteur des biens réalisables doit figurer dans la colonne des dollars.
3. **Effets personnels:** (peut comprendre bijoux, collections, objets d'art, manteaux de fourrure, appareils photographiques ou autres objets) Voir le paragraphe 2) ci-dessus. Le dossier du syndic doit être suffisamment documenté pour démontrer qu'il s'est assuré que le débiteur a fait des estimés raisonnables concernant l'ameublement et les effets personnels.
4. **Valeur de rachat de l'assurance-vie:** Les polices d'assurance-vie devrait faire l'objet d'un examen. La valeur de rachat doit indiquer "exemption" s'il y a un bénéficiaire privilégié ou si l'actif n'est pas le bénéficiaire.
5. **Valeur de bourse:** (y compris les Obligations d'épargne du Canada payées en entier ou souscrites) Le syndic doit saisir tous les titres et effets de commerce négociables, même s'ils sont considérés comme étant sans valeur. Il faut mentionner la valeur nette réalisable des diverses actions et en faire une description appropriée.
6. **Immeubles:** Fournir l'adresse municipale de l'immeuble, préciser si le débiteur est propriétaire individuel ou en copropriétaire et indiquer si l'immeuble est totalement ou partiellement grevé. Dans le cas d'un terrain, une brève description légale peut remplacer l'adresse municipale. La valeur à indiquer correspond à la valeur réalisable de la propriété.

Même si les biens-fonds ou toute autre propriété font l'objet d'un litige, il faut les inscrire dans la colonne de l'actif et porter les charges dont ils sont grevées dans la colonne du passif, peu importe l'intérêt ou l'équité détenu par le débiteur, pourvu qu'il en soit toujours le propriétaire enregistré. Si les procédures sont terminées et que ni le débiteur ni le syndic n'ont de recours pour reprendre possession du bien, la propriété ne doit pas faire partie de l'actif, pas plus que la sûreté réelle qui s'y rattache. Il faut indiquer, s'il y a lieu, seulement le déficit anticipé lors de la réalisation du bien. Si une exemption provinciale est prévue, le montant de l'exemption devrait figurer sous la rubrique "description".

7. **Véhicules:** Indiquer l'année, le modèle et numéro de série du véhicule et préciser s'il est partiellement ou totalement grevé. Pour déterminer la valeur des automobiles, il serait acceptable de consulter un document reconnu qui fait mention de la valeur de gros des véhicules. La valeur à indiquer correspond à la valeur réalisable estimée.

8. **Équipements de loisir:** (y compris camionnettes de camping, caravanes, bateaux, équipement de chasse ou autre) Faire une description complète des équipements et en indiquer l'année, le modèle et le numéro de série. La valeur à inscrire correspond à la valeur réalisable estimée.

9. **Remboursement d'impôt prévu:** Correspond au remboursement que le débiteur n'avait pas encore touché à la date de la cession mais qu'il devait recevoir selon la déclaration d'impôt de l'année précédente. Si une estimation raisonnable du remboursement d'impôt pré-faillite a été faite, il est possible de l'inclure au bilan à condition de mentionner qu'il s'agit d'une estimation.

10. **Autres actifs:** Comprend tous les autres actifs non visés par les rubriques ci-dessus notamment les comptes à recevoir, les REER, les sommes à recevoir à la suite d'un litige, les nues-propriétés et les autres droits en vertu de testaments ou d'une succession ainsi que les intérêts du débiteur dans toute transaction. La valeur à indiquer correspond à la valeur réalisable estimée.

P A S S I F

1. **Créanciers non garantis:** Inscrire toutes les dettes non garanties et, dans le cas de créanciers privilégiés ou garantis, la partie non garantie des sommes qui leur sont dues.

2. **Créanciers garantis:** Seule la partie garantie des dettes doit figurer dans cette colonne. Lorsque la valeur de la propriété grevée par une sûreté réelle est inférieure au passif total, l'excédent de la dette doit être déclaré comme non garanti. La description détaillée de la garantie sur le bien grevé doit paraître au bas de l'annexe "A".

3. **Créanciers privilégiés:** La partie privilégiée des dettes doit figurer sous cette rubrique. Lorsque le débiteur ne peut déterminer si une somme est ou pourrait être due à un créancier et qu'il veut inscrire ce dernier (p. ex. Revenu Canada) sur la liste des créanciers privilégiés, aucun montant ne doit être déclaré. Lorsqu'il y a possibilité d'une fiducie présumée, le montant pouvant être réclamé contre l'actif devrait apparaître sous cette rubrique.

4. **Dettes éventuelles ou autres dettes non liquidées:** Expliquer la nature et fournir le montant de la réclamation ainsi que la dette pouvant être réclamée contre l'actif pour fin de dividende. Faire la même chose pour les garanties. Si le débiteur a consenti une garantie ou un endossement envers un tiers, la nature de cette garantie ou de l'endossement doit être indiquée.

BILAN STATUTAIRE - ENTREPRISE
(formulaire 74)**A C T I F**

a) **Fonds de commerce:** Indiquer la juste valeur marchande sur le bilan. La juste valeur marchande est l'estimation la plus exacte que le débiteur a pu faire de la valeur des actifs dans une vente forcée. Indiquer si le bien est totalement ou partiellement grevé d'une sûreté.

b) **Aménagement:** Voir le paragraphe a) ci-dessus. Si ces éléments d'actif sont immeubles par destination et qu'ils n'ont aucune valeur réalisable, il faut en faire mention à l'annexe appropriée ou à la première page du bilan.

c) **Créances:** Indiquer le montant total des sommes à recevoir et à réaliser d'après les estimations les plus exactes du débiteur. Il faudra apporter une attention particulière à tout droit de compensation de manière à ne pas fausser le montant réalisable.

d) **Lettres de change:** Fournir les détails pertinents sur l'annexe jointe au bilan. Inscrire le montant estimatif à réaliser.

e) **Espèces en banque:** Solde des comptes de banque que le débiteur a cédé au syndic.

f) **Espèces en caisse:** Montant que le débiteur a remis au syndic (e.i. argent comptant, feuillets de cartes de crédit, chèques non déposés).

g) **Bétail:** Voir le paragraphe a) ci-dessus.

h) **Machine, outillage et installation:** Voir le paragraphe a) ci-dessus, et le paragraphe i) au sujet des charges.

i) **Immeubles:** La valeur à indiquer correspond à la valeur estimée réalisable. Indiquer également si le failli est propriétaire individuel ou copropriétaire et préciser si l'immeuble est totalement ou partiellement grevé. A l'annexe appropriée, indiquer l'adresse municipale (dans le cas d'un terrain, une brève description légale pourrait également suffire) et les autres détails requis.

Même si les bien-fonds ou toute autre propriété font l'objet d'un litige, il faut les inscrire dans la colonne de l'actif et porter les charges dans la colonne du passif, peu importe l'intérêt ou l'équité détenu par le débiteur, pourvu qu'il en soit encore propriétaire. Si les procédures sont terminées et que ni le débiteur ni le syndic n'ont de recours pour reprendre possession du bien, la propriété ne doit pas faire partie de l'actif. Il faut indiquer, s'il y a lieu, seulement le déficit anticipé lors de la réalisation du bien.

j) **Valeur réalisable estimative des garanties entre les mains des créanciers garantis:** Dans une annexe du bilan, il faut faire une description complète des garanties et indiquer où elles se trouvent.

k) **Ameublement:** Voir le paragraphe a) ci-dessus. Si le débiteur est un particulier et si une exemption provinciale est prévue, le total de l'exemption

doit figurer sur l'annexe appropriée. Il faut également préciser si le débiteur ne détient qu'un intérêt partiel dans l'ameublement. Le syndic peut utiliser le formulaire ci-joint (annexe "C") ou un formulaire de même effet pour dresser la liste des meubles et effets personnels du débiteur et en établir la valeur approximative.

Le dossier du syndic doit être suffisamment documenté pour démontrer qu'il s'est assuré que le débiteur a fait des estimés raisonnables concernant l'ameublement et les effets personnels.

l) **Polices d'assurance-vie:** Indiquer la valeur de rachat réalisable. Si l'actif n'est pas le bénéficiaire, en faire mention et indiquer une valeur réalisable "nulle".

m) **Nues-propriétés ou autres intérêts en vertu d'un testament ou d'une succession:** S'il s'agit d'un bénéficiaire ou d'un héritier présomptif, indiquer le nom du défunt. S'il est impossible de déterminer le montant à recevoir, inscrire "indéterminé". S'il est possible d'établir la valeur estimative du montant, inscrire ledit montant.

n) **Autres biens:** Peut comprendre des actifs comme des véhicules automobiles, des REER, des brevets, des marques de commerce, des titres de copropriété. Inscrire la valeur estimative réalisable. Pour en connaître davantage sur chacun des biens, consulter le paragraphe pertinent du bilan d'un failli non-commerçant.

P A S S I F

1. **Créanciers non garantis:** Inscrire toutes les dettes non garanties et, dans le cas de créanciers privilégiés ou garantis, la partie non garantie des sommes qui leur sont dues.

2. **Créanciers garantis:** Seule la partie garantie des dettes doit figurer dans cette colonne. Lorsque la valeur de la propriété grevée d'une sûreté réelle est inférieure au passif total, l'excédent de la dette doit être déclaré comme non garanti.*

3. **Passif des effets ou billets endossés:** Indiquer le montant devant porter dividende.*

4. **Créanciers privilégiés:** La partie privilégiée des dettes doit figurer sous cette rubrique. Lorsque le débiteur ne peut déterminer si une somme est ou pourrait être due au créancier et qu'il veut inscrire ce dernier (p. ex. Revenu Canada) sur la liste des créanciers privilégiés, aucun montant ne doit être déclaré. Lorsqu'il y a possibilité d'une fiducie présumée, le montant pouvant être réclamé contre l'actif devrait apparaître sous cette rubrique.

5. **Dettes éventuelles ou non liquidées:** Expliquer la nature et fournir le montant de la dette réclamée ainsi que la dette pouvant être réclamée contre l'actif pour fin de dividende. Faire la même chose pour les garanties. Si le débiteur a consenti une garantie ou un endossement en faveur d'un tiers, la nature de cette garantie ou de l'endossement doit être indiquée.*

* Les détails et la nature des dettes doivent apparaître sur les annexes appropriées.

Annex "A"

Assets and liabilities of the debtor are to be shown in the manner indicated under the individual captions:

STATEMENT OF AFFAIRS OF A NON-BUSINESS BANKRUPT
(Form 74A)

A S S E T S

1. Cash on hand: Moneys turned over to the trustee by the debtor at the time of the assignment is to be shown (on hand or in the bank).

2. Furniture: Where there is a provincial exemption, the amount of such exemption should be shown under "description". Any part-interest of the debtor in the property should be indicated. The debtor's estimated realizable dollar value of the asset is to be shown in the dollar column.

3. Personal effects (may include jewellery, collections, works of art, fur coats, cameras, etc...): Same as for furniture above. There should be evidence on the trustee's file that he has satisfied himself of the reasonableness of the representations made by the debtor as to the Statement of Affairs as it relates to furniture and personal effects.

4. C.S.V. of insurance policies: The life insurance policies should be examined. The C.S.V. should be shown with "exemption" if preferential beneficiary or where the estate is not the beneficiary.

5. Stocks, bonds: (also includes fully paid or subscribed CSB): All securities and negotiable instruments, even if deemed to be without any value, should be seized by trustee. The net realizable value of the various stocks is to be shown with an appropriate description.

6. Real estate: Indicate the municipal address; if sole owner, part-owner or joint tenant; and if partly or fully encumbered. For land, a short legal description instead of the municipal address could suffice. The value to be shown is the realizable value of the property.

Should the real property or other property be under litigation it is still to be shown as an asset with the off-setting encumbrance on the liability side, regardless of the interest or equity of the debtor where the debtor is still the registered owner. Where the proceedings are entirely executed and neither the debtor nor the trustee have any recourse to retake possession of the asset, the property is not to be shown as an asset. As to the related lien, only the eventual shortfall on the disposal, if applicable, is to be shown. Where there is a provincial exemption, the amount of such exemption should be shown under "description".

7. Motorized vehicles: Indicate the year, model and serial number and if partly or fully encumbered. Reference to a recognized wholesale value publication to determine the value of automobiles would be acceptable. The value to be shown is the estimated realizable value.

8. **Recreational equipment:** (includes campers, trailers, boats, hunting equipment, etc...) Indicate the full description, year, model and serial number. The value to be shown is the estimated realizable value.

9. **Estimated tax refund:** Refers to the refund receivable as a result of the previous year's tax return for which the refund has not yet been received as of the date of the assignment. Where a reasonable estimate has been made of the pre-bankruptcy tax refund, it can also be included but must be so identified.

10. **Other assets:** Includes all other assets not shown above such as accounts receivable, R.R.S.P., amounts receivable as a result of litigation, reversionary or other interests under wills, or interest of the debtor in any transaction. The value to be shown is the estimated realizable value.

L I A B I L I T I E S

1. **Unsecured:** All unsecured debts, including the unsecured portion of debts owing to preferred and secured creditors.

2 **Secured creditors:** Only the secured portion of the debts is to be shown in this column. Where the value of the property under lien is less than the total liability, the excess portion of the debt is to be shown as unsecured. The particulars of the security on the encumbered assets is also to be shown at the bottom of appendix A.

3. **Preferred creditors:** Preferred portion of debts are to be shown in this column. Where the debtor cannot ascertain if an amount is or could be owed to the creditor but wants to include the said creditor (i.e. Revenue Canada), no dollar amount is to be shown. Where a deemed trust liability may exist, the amount expected to rank against the estate is to be shown therein.

4. **Contingent and Unliquidated:** An explanation of the nature and amount of the claim with the amount of proven claims estimated to rank for a dividend is to be provided. Similar treatment is to be given to guarantees. Where the debtor has given a third party guarantee or endorsement, the nature of the guarantee or endorsement is to be explained.

STATEMENT OF AFFAIRS - BUSINESS
(Form 74)

A S S E T S

(a) **Stock-in-trade:** Indicate the fair market value. Fair market value on the Statement of Affairs is interpreted as the best estimate by the debtor of the forced sale value of the merchandise. Any encumbrances should be disclosed.

(b) **Trade fixtures:** Same as (a) above. Where these assets are immovable by location and there is no realizable value, a notation to this effect should appear on the pertinent schedule or on the front page of the Statement of Affairs.

(c) **Book debts:** The total amount of receivables and the amount to produce according to the best estimate of the debtor is to be shown. Particular attention is also to be given to any right of set-off so as not to distort the amount to be realized.

(d) **Bill of exchange:** Provide the detail thereof on the schedule attached to the Statement of Affairs. The estimated amount expected to be realized is to be shown.

e) **Cash in bank:** Amount of money in the bank account(s) of the debtor to be turned over to the trustee.

(f) **Cash on hand:** Amount of money remitted by the debtor to the trustee in the form of a deposit (i.e. cash, credit cards slips, undeposited cheques).

(g) **Livestock:** Same as (a) above.

(h) **Machinery, equipment and plant:** Same as (a) above. See also item (i) immediately below regarding encumbrances.

(i) **Real estate:** The value to be shown is the estimated realizable value. Also indicate if sole owner, part-owner or joint tenant, and if partly or fully encumbered. On the pertinent schedule, indicate the municipal address; (for land, a short legal form description instead of the municipal address will also suffice) and all required details.

Should the real property or other property be under litigation, it is still to be shown as an asset with the off-setting encumbrance on the liability side, regardless of the interest or equity of the debtor where the debtor is still the owner. Where the proceedings are entirely executed and neither the debtor nor the trustee have any recourse to retake possession of the asset, the property is not to be shown as an asset. As to the related lien, only the eventual shortfall on the disposal, if applicable, is to be shown.

(j) **Estimated realizable value of securities in hand of secured creditors:** A full description and location of the securities is to be provided on an appendix to the Statement of Affairs.

(k) **Furniture:** Same as (a) above. Where the debtor is an individual and there is a provincial exemption, the amount of such exemption will be shown on the pertinent schedule. Where the debtor has only a part-interest in the property, it should be indicated. The estimated realizable dollar value of the debtor is to be shown in the dollar column.

There should be evidence on the trustee's file that he has satisfied himself of the reasonableness of the representations made by the debtor as to the Statement of Affairs as it relates to furniture.

(l) **Life insurance policies:** The cash surrender value is to be shown. Where the estate is not the beneficiary, it should be indicated and a realizable value of "nil" is to be shown.

(m) **Reversionary or other interests under wills:** Where beneficiary or remainder-man of a deceased person, indicate the name of the deceased. If the amount to be received cannot be determined, indicate "indeterminate". If an amount can be estimated, indicate the approximate amount involved.

(n) **Other property:** Could include assets such as motor vehicles, R.R.S.P., patents, trade marks, joint interest in property. The estimated realizable value is to be shown. For details as to individual elements, also refer to the Statement of Affairs of a Non-Business Bankrupt where applicable.

L I A B I L I T I E S

1. **Unsecured:** All unsecured debts, including the unsecured portion of debts owing to preferred and secured creditors.

2 **Secured creditors:** Secured portion of debts to be shown in this category. Where the value of the property under lien is less than the total liability, the excess portion of the debt is to be shown as unsecured. The particulars of the security on the encumbered assets is also to be shown.*

3. **Liabilities on bills or notes endorsed...:** The amount expected to rank for dividend is to be shown. *

4. **Preferred creditors:** Preferred portion of debts are to be shown in this category.* Where the debtor cannot ascertain if an amount is or could be owed to the creditor but wants to include the said creditor (i.e. Revenue Canada), no dollar amount is to be shown. Where a deemed trust liability may exist, the amount expected to rank against the estate is to be shown therein.

5. **Contingent and Unliquidated:** An explanation of the nature and amount of the claim with the amount of proven claims estimated to rank for a dividend is to be provided. Similar treatment is to be given to guarantees. Where the debtor has given a third party guarantee or endorsement, the nature of the guarantee or endorsement is to be explained.

* The details and the nature of the debts are to be shown on the pertinent schedules.

Directives



Consommation
et Corporations Canada

Consumer and
Corporate Affairs Canada

No. 17

Surintendant des
faillites

Superintendent of
Bankruptcy

REVENU EXCÉDENTAIRE

Émise: le 22 décembre 1986

OBJET

1. La présente directive a pour objet de servir de guide aux syndics lorsqu'il s'agit de faire en sorte qu'une partie du revenu excédentaire post-faillite soit perçue d'une manière constante et équitable en faveur de l'actif et servir de guide quant:

- a) aux renseignements qui doivent être communiqués à un failli éventuel concernant ses obligations relatives à son revenu excédentaire;
- b) aux méthodes auxquelles peut avoir recours un syndic pour percevoir le revenu excédentaire;
- c) au revenu qui doit entrer en ligne de compte pour déterminer les versements; et
- d) à la manière dont un syndic doit administrer la perception de paiements volontaires.

2. Bien qu'il existe actuellement des lignes directrices sur le montant du revenu excédentaire qu'un failli devrait verser à l'actif, elles ne sont souvent pas appliquées d'une manière juste et uniforme. En outre, les éléments qui composent effectivement le revenu ne sont pas définis clairement.

RENSEIGNEMENTS PRÉCÉDANT LA FAILLITE

3. Avant même la cession, le failli éventuel doit être informé de son de-

SURPLUS INCOME

Issued: December 22, 1986

PURPOSE

1. The purpose of this directive is to provide guidance to trustees in ensuring that a portion of a bankrupt's surplus income, acquired after assignment into bankruptcy, is collected in an equitable and consistent manner for the benefit of the estate including:

- a) the information that a potential bankrupt should be made aware of as to his/her expected surplus income obligations;
- b) the methods available to a trustee to realize surplus income;
- c) the income to be considered in establishing proper contributions; and
- d) the manner in which a trustee should administer the collection of voluntary payments.

2. While guidelines presently exist as to how much a bankrupt should contribute to his/her estate from surplus income the current guidelines are often not being administered in a fair and consistent manner. In addition, the elements which actually make up income are unclear.

PRE-BANKRUPTCY INFORMATION

3. Prior to the actual assignment into bankruptcy, the potential bankrupt must

voir, s'il en est capable, de contribuer à l'actif tant qu'il sera un failli non libéré. Il faut conserver dans le dossier d'administration de l'actif une reconnaissance écrite par le failli quant à ses devoirs. Ce document préciserait:

- a) qu'on s'attend, après examen du budget du failli par le syndic et sauf circonstances exceptionnelles, à ce que des versements soient effectués conformément aux lignes directrices du Surintendant;
- b) quel est le montant prévu des versements mensuels par le failli à l'actif; et
- c) que le failli a été informé de la possibilité d'une saisie-arrêt de son salaire en vertu de l'article 48 de la Loi et des effets qu'une non-conformité appréciable pourra avoir sur la demande de libération de failli.

MÉTHODES DE PERCEPTION

4. La présente directive reconnaît le devoir de tous les salariés, des particuliers à leur propre compte et des membres de professions libérales de verser une partie de leur revenu disponible en faveur de l'actif, s'ils en sont capables.

5. Les versements à l'actif doivent s'effectuer selon l'un des modes suivants:

- a) paiement volontaire;
- b) ordonnance selon de l'article 48; ou
- c) suite à une ordonnance de libération conditionnelle si la cour l'ordonne.

LIGNES DIRECTRICES DU SURINTENDANT

6. Les lignes directrices du Surintendant (L.D.S.) servent de "norme" en vue de déterminer la somme qu'un failli doit normalement verser à l'actif. Bien que le seuil de la pauvreté établi par le comité du Sénat (S.P.C.S.) sur lequel se

be made aware of his duties, if he has the means to contribute to the estate while being an undischarged bankrupt. A written acknowledgement by the bankrupt as to his responsibilities is to be retained on the estate file, indicating the following:

- a) that, upon the review of the bankrupt's budget by the trustee, unless there are extraordinary circumstances, contributions are expected to be made in accordance with the Superintendent's guidelines;
- b) the expected amount of monthly contributions by the bankrupt for the benefit of the estate; and
- c) that the bankrupt has been made aware of possible section 48 attachment of wages and/or the effects that material non-compliance will have on the application for discharge of the bankrupt.

METHODS OF COLLECTION

4. This directive recognizes the responsibilities of all wage earners, self-employed individuals and professionals, while being an undischarged bankrupt, to contribute a portion of disposable income for the benefit of the estate when they have the means to do it.

5. Payments to the estate are to be made in the following manner:

- a) voluntary payments; or
- b) section 48 orders; or
- c) pursuant to a conditional discharge order, if the Court so orders.

SUPERINTENDENT'S GUIDELINES

6. The Superintendent's guidelines (SG) are a "yardstick" that is to be used to determine the appropriate amount that a bankrupt should normally contribute to his/her estate. Although the Senate Committee Poverty Level (S.C.P.L.) on

fondent les lignes directrices du Surintendant ait été l'objet de certaines critiques, il est quand même généralement reconnu comme le moyen le plus exact à notre disposition pour déterminer le coût minimum de la vie au Canada.

7. En règle générale, la moitié de tout le revenu qui dépasse les L.D.S. devrait être versé à l'actif. Sous réserve du paragraphe 3(a) ci-dessus, lorsque le revenu est inférieur aux L.D.S., on ne s'attend pas à ce que le failli fasse des paiements. Lorsque le revenu est plus d'une fois et demie supérieur aux L.D.S., le syndic pourra juger s'il y a lieu qu'une partie plus importante du revenu soit versée mensuellement. Le versement attendu, varie en fonction du nombre de personnes à charge et est présenté sous forme de grille établie par le Surintendant. Cette grille est mise à jour chaque année.

8. Nonobstant les paragraphes 6 et 7 ci-dessus, un budget préparé par le débiteur et le syndic, sur une base raisonnable, serait une méthode acceptable de déterminer le montant des versements à être faits par le débiteur pour un cas d'espèce.

REVENU

9. Aux fins d'application des lignes directrices du Surintendant, tous les gains du failli, ainsi que de ceux de son époux ou de son conjoint de fait (qu'il soit en faillite ou non), doivent être pris en considération dans le calcul du revenu mensuel visé par les lignes directrices.

10. Bien que le revenu du conjoint (ou du conjoint de fait) ne fasse pas partie de l'actif du failli, le revenu des deux conjoints doit entrer en ligne de compte lorsqu'il s'agit de déterminer les versements du failli à l'actif nonobstant que le conjoint (ou conjoint de fait) ne soit pas en faillite.

which the Superintendent's guideline is based, has been somewhat criticized, it is yet recognized as the most accurate information available to determine the minimum costs of living in Canada today.

7. Generally, one half of all income above the S.G. is expected to be paid into the estate. Subject to paragraph 3(a) above, where income is below the S.G., it is not expected that payment will be required from the bankrupt. Where income is greater than 1.5 times the S.G., the trustee may consider a greater portion of that income as a proper monthly payment. The contribution expected, which varies depending on the number of dependents, is prepared in a grid format by the Superintendent and is revised yearly.

8. Notwithstanding paragraphs 6 and 7 above, a budget prepared by the debtor and the trustee, on a reasonable basis, would be an acceptable method of determining deposits by the debtor in a given case.

INCOME

9. For the purpose of utilizing the Superintendent's guidelines, any earnings of the bankrupt, as well as any spouse or common-law spouse (whether a bankrupt or not), are to be considered in the monthly income referred to in the guidelines.

10. Although a spouse's (or a common law spouse's) income does not form part of the bankrupt's estate, the income of both partners is to be considered in establishing an appropriate level of contribution by the bankrupt to the estate notwithstanding that the spouse (or common law spouse) may not be bankrupt.

11. Comme alternative au paragraphe 10 ci-dessus, lorsque le revenu du conjoint n'est pas pris en considération, le conjoint ne peut être considéré comme personne à charge et doit être présumé d'assumer une fraction proportionnelle des personnes à charge et des dépenses.

12. Les gains mentionnés au paragraphe 9 comprennent:

- revenus d'emploi;
- prestations d'assurance-chômage;
- prestations de bien-être social;
- pensions;
- autres revenus périodiques;
- allocations familiales;
- crédits d'impôt pour enfants; et
- remboursement d'impôt postérieur à la faillite pour la période précédant la libération.

APPLICATION

13. Le syndic doit faire les efforts voulus afin de s'assurer que le montant et la fréquence des versements effectués par le failli sont conformes aux lignes directrices du Surintendant ou d'être en mesure de justifier les circonstances qui empêchent le failli de faire ses versements.

14. Le syndic doit expliquer les écarts appréciables par rapport aux lignes directrices à la première assemblée des créanciers, et au tribunal lorsqu'il dépose son rapport relativement à la demande de libération du failli. Ces explications devraient normalement être faites au moyen du relevé budgétaire du failli lors du dépôt des documents.

REVENU DE PROFESSIONNELS ET DE PARTICULIERS À LEUR PROPRE COMPTE

15. Bien que les membres de professions libérales et les autres personnes à leur propre compte ne soient pas normalement assujettis à l'article 48 de la Loi sur la faillite, on attend néanmoins du syn-

11. As an alternative to paragraph 10 above, where the spouse's income is not taken into consideration, the spouse cannot be taken as a dependent and must be presumed to assume a proportionate share of the dependants and/or expenses.

12. The earnings mentioned in paragraph 9 include:

- earnings from employment;
- U.I.C. benefits;
- welfare benefits;
- pensions;
- other periodic income;
- family allowances;
- child tax credit; and
- post-bankruptcy tax refunds for the period prior to discharge.

COMPLIANCE

13. The trustee is expected to make an effort to ensure compliance by the bankrupt as to his/her level and frequency of contributions of surplus income, or be able to justify the circumstances that prevent the bankrupt from doing so.

14. Explanation of material discrepancies with the guidelines is to be made by the trustee to the creditors at the first meeting of creditors and to the court on the trustee's report on the bankrupt's application for discharge. Normally, such explanation should be made by way of the debtor's budget statement filed with the documents.

INCOME OF PROFESSIONALS AND SELF-EMPLOYED INDIVIDUALS

15. While professionals and other self-employed individuals may not normally be subject to Section 48 orders under the Bankruptcy Act, the trustee is nonetheless expected to make an effort to en-

dic qu'il fasse les efforts voulus afin de s'assurer que le failli fait des versements volontaires à son actif dans la période précédant sa libération ou que les renseignements pertinents sont communiqués au tribunal à l'appui d'une libération conditionnelle dans les cas où le revenu net, après déduction des frais d'entreprise, excède normalement les L.D.S.

16. Dans les cas où il est prévu que le revenu du failli variera considérablement pendant l'administration de l'actif (v.g. les vendeurs à commissions, les pêcheurs, les agriculteurs, etc.), le syndic devra déterminer le montant et la fréquence des versements qui constitueront un paiement approprié à l'actif, calculé au prorata. Cela pourrait comporter des paiements forfaitaires à intervalles irréguliers tout au long de l'administration de l'actif.

BILAN DU REVENU ET DES DÉPENSES

17. Afin d'assister le syndic dans l'accomplissement de ses devoirs et d'assurer et de favoriser les versements, on encourage le syndic à fournir au failli des formulaires d'état de revenu et de dépenses en nombre suffisant pour la durée de l'administration de la faillite.

18. Le failli doit être avisé qu'il doit informer le syndic de tout changement appréciable de sa situation financière en fonction de celle déclarée au moment de sa faillite, conformément à ses responsabilités selon l'article 129 de la Loi.

Le Surintendant des faillites



Yves Pigeon

sure that either voluntary contributions are made to the estate during the period prior to discharge or that information is conveyed to the court that would support a conditional discharge when net income, after business expenses, normally exceeds the S.G..

16. In cases where a bankrupt's income is expected to fluctuate significantly, throughout the administration of the estate, (i.e. commission sales persons, fishermen, farmers, etc.), the trustee is expected to establish the level and the frequency of contributions that will result in an appropriate payment to the estate calculated on a pro-rata basis. This may require irregular lump sum payments throughout the administration of the estate.

STATEMENT OF INCOME AND EXPENSES

17. To assist the trustee in his duties and to ensure and promote contributions, the trustee is encouraged to supply the bankrupt with a series of monthly statements of income and expenses sufficient to last the duration of the bankruptcy.

18. The bankrupt is to be advised that he is to inform the trustee of any material changes in his/her financial circumstances from those declared at the time of the assignment, in accordance with his/her responsibilities under Section 129 of the Act.

The Superintendent of Bankruptcy

SCHEDULE 1

ANNEXE 1

GUIDELINE PAYMENTS REQUIRED FROM INCOME 1987

DIRECTIVE PAIEMENTS REQUIS SELON LE REVENU 1987

Dependants dépendants	SCPL SPCS	Net Monthly Income / Revenu mensuel net																
		1000	1100	1200	1300	1400	1500	1600	1700	1800	1900	2000	2200	2400	2600	2800	3000	
0	780	110	160	210	260	310	360	410	510	610	710	810	1010	1210	1410	1610	1810	
1	1300	0	0	0	0	0	100	150	200	250	300	350	450	500	650	850	1050	
2	1560	0	0	0	0	0	0	0	0	120	170	220	320	420	520	620	720	
3	1810	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	190	290	390	490	590	
4	2070	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	160	260	360	460	
5	2330	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	130	230	330	
6	2590	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	105	205	

"Payments Required" shown above are based on the bankrupt paying 50% of his or her net income above the Senate Committee Poverty Lines (SCPL) for the benefit of creditors. In some cases where the income is high and there are few dependents, it would be inequitable to limit payment to this amount. In these cases, the trustee will consider requiring payment of that income which is in excess of 1.5 times the SCPL. Where the amount of surplus income is less than \$100 per month, the trustee will not be expected to require payment from the bankrupt.

Les « PAIEMENTS REQUIS » illustrés ci-haut sont basés sur le fait qu'un failli doit verser à ses créanciers 50 % de son revenu net au-delà du Seuil de pauvreté du Comité sénatorial (SPCS). Il serait toutefois inéquitable de conserver le même barème lorsque le failli a un revenu élevé et peu de dépendants. Le syndic peut alors réclamer du failli qu'il verse la part de son revenu excédant 1,5 fois le SPCS. Mais il n'est pas tenu d'exiger le paiement de cette somme si elle est inférieure à 100\$ par mois.

FORMULAIRE SUGGERE

ENGAGEMENT RELATIVEMENT AU REVENU EXCEDENTAIRE

J'ai examiné avec le failli son état de revenu et de dépenses et l'ai mis au courant des ses obligations de compléter des états mensuels et de verser volontairement une portion de son revenu excédentaire au syndic pour le bénéfice de ses créanciers. Le failli a également été avisé des implications de son refus de conclure une entente volontaire, son salaire pouvant faire l'objet d'une ordonnance en vertu de l'article 48 de la Loi, et des conséquences, face à sa demande de libération comme failli, de ne pas se conformer à son engagement ou ses obligations décrits ci-dessus.

Cocher et compléter UN des paragraphes ci-dessous:

- () A. Suite à l'examen de l'état de revenus et de dépenses, il appert qu'il n'y a pas de revenu excédentaire à ce moment-ci pour permettre des paiements au syndic pour le bénéfice des créanciers.
- () B. Après examen de l'état de revenus et de dépenses, le failli a convenu d'effectuer volontairement des paiements de \$ _____ par mois au syndic pour le bénéfice des créanciers, jusqu'à ce qu'il obtienne sa libération.
- () C. Après examen de l'état de revenus et de dépenses et discussion avec le failli, ce dernier n'accepte pas de déposer volontairement le revenu excédentaire apparent de \$ _____ par mois. Ce fait sera communiqué à la Cour lors de la demande de libération du failli et une requête en vue d'une ordonnance selon l'article 48 de la Loi sera considérée entretemps.
- () D. Suite à l'examen de l'état de revenus et de dépenses et discussion avec le failli, je suis d'avis que les circonstances décrites ci-dessous établissent que le failli ne peut pas déposer volontairement les montants mensuels prévus aux lignes directrices du Surintendant des faillites:

Signature du syndic

Signature du failli

Date

SUGGESTED FORMAT
SURPLUS INCOME OBLIGATIONS

I have reviewed with the bankrupt his/her Statement of Income and Expenses and he/she has been made aware of his/her obligations to complete monthly statements and to voluntarily pay a portion of surplus income into the estate for the general benefit of creditors. The bankrupt has also been made aware that failure to make such a voluntary arrangement for excess income payments may result in a Section 48 attachment of wages, as well as of the effects that such non-compliance with the above may have on the bankrupt's application for discharge.

Check and complete ONE of the following:

- () A. After reviewing the Statement of Income and Expenses with the bankrupt, it appears there is no excess income at this time that would allow for payment into the estate.
- () B. After review, the bankrupt has agreed to make voluntary payments to the trustee in the amount of \$ _____ per month until discharge, for the general benefit of creditors.
- () C. After review and discussion of his/her Statement of Income and Expenses, the bankrupt will not agree to deposit the apparent surplus income of \$ _____ per month on a voluntary basis. This fact will be reported to the Court at the time of the bankrupt's application for discharge and the possibility of an application under Section 48 of the Act will be considered.
- () D. After review and discussion of the Statement of Income and Expenses with the bankrupt, the following circumstances in my opinion prevent the bankrupt from making the expected monthly payments as per the Superintendent's Guidelines.

Signature of Trustee	Signature of Bankrupt	Date
----------------------	-----------------------	------

ETAT DE REVENUS ET DEPENSES

NOM _____ DOSSIER _____

ADRESSE _____

REVENUS (NET APRÈS DEDUCTIONS NORMALES) PAR MOIS

Revenu	\$ _____
Revenu (conjoint)	_____
Prestations d'assurance-chômage	_____
Prestations de bien-être social	_____
Pensions	_____
Autres revenus périodiques	_____
Allocations familiales	_____
Pension alimentaire reçue	_____
Autres (spécifiez).....	_____
TOTAL DU REVENU NET (A)	\$ _____

DÉPENSES (MOYENNE PAR MOIS)

Loyer	\$ _____
Transport	_____
Nourriture et épicerie,	_____
Electricité, chauffage	_____
Frais médicaux et médicaments	_____
Habillement	_____
Nettoyage et buanderie	_____
Telephone	_____
Divers, cigarettes, etc...	_____
Dépenses hors de l'ordinaire	_____
Pension alimentaire payée	_____
Garderie (si conjoint travaille ou mono-parent)	_____
Cession de salaire en faveur d'une caisse populaire	_____
Autres (Autres (spécifiez)	_____
.....	_____
TOTAL DES DÉPENSES MENSUELLES (B)	\$ _____

Soustraire B de A = Excédent (déficit du revenu sur dépenses) \$ _____

La présente est un état fidèle de mes revenus et dépenses comme en témoigne ma signature. Le syndic m'a avisé de mon obligation de lui verser une partie de mon revenu excédentaire pour le bénéfice de mes créanciers jusqu'à ce que je sois libéré comme failli.

Signature du failli (débiteur)

Date

STATEMENT OF INCOME AND EXPENSE

NAME _____

FILE NO. _____

ADDRESS _____

INCOME (NET AFTER NORMAL DEDUCTIONS) PER MONTH

Earnings	\$ _____
Earnings (spouse)	_____
U.I.C. benefits	_____
Welfare benefits	_____
Pensions	_____
Other periodic income	_____
Family allowances	_____
Alimony or support payment rec'd	_____
Other (specify).....	_____

TOTAL NET INCOME (A) \$ _____

EXPENSES (AVERAGE PER MONTH)

Rent	\$ _____
Transportation	_____
Food and groceries, lunches	_____
Light, heat and power	_____
Telephone	_____
Medical and drugs	_____
Clothing	_____
Cleaning and laundry	_____
Sundry, cigarettes, etc....	_____

Extra-ordinary expenses	
Alimony or support payments paid)	_____
Child care (if spouse is working or if single parent)	_____
Credit union wage assignment	_____
Others:(specify)	_____
.....	_____

TOTAL MONTHLY EXPENSES (B) \$ _____

Subtract B from A = Excess (Deficiency)
of net income over expenses \$ _____

The above is an accurate statement of my income and expenses as witnessed by my signature. The trustee has made me aware of my obligations to contribute a portion of my surplus income to the estate for the general benefit of creditors until I am discharged from bankruptcy.

Bankrupt's (debtor's) signature

Date

**Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy
Adresse des bureaux du Surintendant des faillites**

**Department of Consumer and Corporate Affairs Canada — Bankruptcy
Ministère de la Consommation et des Corporations Canada — Faillites**

1400-800 Burrard St.
Vancouver, B.C.
V6Z 2H8
Tel: 604/666-5007

260 St. Mary Ave.
Room 203
Winnipeg, Manitoba
R3C 0M6
Tel: 204/949-3229

25 St. Clair Avenue East
7th Floor
Toronto, Ontario
M4T 1M2
Tel: 416/973-6486

2919-5th Avenue N.E.
Calgary, Alberta
T2A 6T8
Tel: 403/292-5607

10 John Street South
6th Floor, Room 655
Hamilton, Ontario
L8N 4A7
Tel: 416/572-2847

Complexe Guy Favreau
200, boul. Dorchester ouest
Suite 510, Tour Est
Montréal, Québec
H2Z 1X4
Tél: 514/283-6192

10225-100th Avenue
Edmonton, Alberta
T5J 0A1
Tel: 403/420-2476

The Federal Building
451 Talbot Street, Room 302
London, Ontario
N6A 5C9
Tel: 519/679-4034

410, boul. Charest est
4^e étage
Québec, Québec
G1K 8G3
Tél: 418/648-4280

2212 Scarth Street
Regina, Sask.
S4P 2J6
Tel: 306/780-5391

255 Argyle Avenue
Ground Floor
Ottawa, Ontario
K2P 1B8
Tel: 613/995-2994

1335 King ouest
Bureau 402
Sherbrooke, Québec
J1J 2B8
Tél: 819/565-4724

105-21st Street East
Saskatoon, Sask.
S7K 0B3
Tel: 306/975-4298

127 Cedar Street
Suite 702, 7th Floor
Sudbury, Ontario
P3E 1B1
Tel: 705/675-0636

45 Alderney Drive
17th Fl., Queen Square
Dartmouth, Nova Scotia
B2Y 2N6
Tel: 902/426-2900

Statistics

BANKRUPTCIES

December 1986

Statistiques

FAILLITES

décembre 1986

	Current Month <i>Mois courant</i>			Yearly to date <i>Cumul pour l'année</i>		
	Consumer Consommateur	Business Affaire	Total Total	Consumer Consommateur	Business Affaire	Total Total
Nfld. / T.-N.	16	3	19	246	39	285
N.S. / N.-É.	61	13	74	767	228	995
P.E.I. / I.P.-É.	2	0	2	55	11	66
N.B. / N.-B.	13	10	23	249	78	327
Québec	496	227	723	6,497	2,826	9,323
Ontario	529	123	652	7,580	2,060	9,640
Manitoba	73	23	96	754	282	1,036
Saskatchewan	39	24	63	562	351	913
Alberta	207	83	290	2,262	1,168	3,430
B.C. / C.B.	229	112	341	2,781	1,445	4,226
N.W.T. / T.N.-O.	0	0	0	5	7	12
Yukon	1	0	1	7	7	14
Canada	1,666	618	2,284	21,765	8,502	30,267

PROPOSALS

December 1986

PROPOSITIONS

décembre 1986

	Current Month <i>Mois courant</i>	Yearly to date <i>Cumul pour l'année</i>
Nfld. / T.-N.	1	4
N.S. / N.-É.	0	15
P.E.I. / I.P.-É.	0	0
N.B. / N.-B.	3	22
Québec	10	129
Ontario	44	257
Manitoba	2	10
Saskatchewan	0	1
Alberta	4	30
B.C. / C.B.	10	83
N.W.T. / T.N.-O.	0	0
Yukon	0	0
Canada	74	551

**BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF DECEMBER 1986, BY PROVINCE, BY TYPE OF
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES**

**FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS DE DÉCEMBRE 1986, PAR PROVINCE, PAR GENRE
D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES**

	Current Month <i>Mois Courant</i>		Yearly to Date <i>Cumul pour l'année</i>	
	Number <i>Nombre</i>	Liabilities* <i>Passif</i> \$	Number <i>Nombre</i>	Liabilities* <i>Passif</i> \$
NEWFOUNDLAND / TERRE-NEUVE				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	0	0	5	588,000
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	0	0	3	101,000
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	1	290,000	2	304,500
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	1	73,000	4	280,000
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	0	0	12	2,046,500
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	0	0	1	27,000
Services	1	29,000	12	798,000
Total	3	392,000	39	4,145,000
NOVA SCOTIA / NOUVELLE-ÉCOSSE				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	4	123,000	50	1,467,000
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	1	6,500	19	4,643,000
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	1	35,000	41	3,156,500
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	0	0	10	558,000
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	3	171,050	51	10,548,100
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	0	0	7	1,591,500
Services	4	284,500	50	5,286,150
Total	13	620,050	228	27,250,250
PRINCE EDWARD ISLAND / ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	0	0	6	1,132,000
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	0	0	1	230,000
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	0	0	1	93,000
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	0	0	0	0
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	0	0	2	134,000
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	0	0	0	0
Services	0	0	1	37,000
Total	0	0	11	1,626,000

* As declared by Debtors

* Tel que déclaré par les débiteurs

	Current Month Mois Courant		Yearly to Date Cumul pour l'année	
	Number Nombre	Liabilities* Passif \$	Number Nombre	Liabilities* Passif \$
NEW BRUNSWICK / NOUVEAU-BRUNSWICK				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	1	33,000	5	521,500
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	0	0	6	770,500
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	1	115,000	19	2,125,500
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	2	220,000	4	384,000
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	1	16,500	17	2,063,000
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	1	150,000	2	191,000
Services	4	638,500	25	3,782,500
Total	10	1,173,000	78	9,838,000
QUÉBEC				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	11	1,119,500	140	26,246,000
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	19	10,255,500	217	70,584,000
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	28	6,117,000	358	81,878,450
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	15	1,525,000	136	11,646,100
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	85	12,619,550	1,000	125,657,650
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	4	7,805,000	79	33,877,000
Services	65	8,595,500	896	102,048,700
Total	227	48,037,050	2,826	451,937,900
ONTARIO				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	11	2,677,000	131	45,277,600
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	13	538,200	169	38,008,900
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	21	1,249,900	443	66,521,300
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	7	458,550	126	14,978,000
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	29	13,438,750	550	88,455,150
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	6	1,082,000	65	23,340,650
Services	36	1,766,350	576	94,129,400
Total	123	21,210,750	2,060	370,711,000

* As declared by Debtors

* Tel que déclaré par les débiteurs

	Current Month Mois Courant		Yearly to Date Cumul pour l'année	
	Number Nombre	Liabilities* Passif \$	Number Nombre	Liabilities* Passif \$
MANITOBA				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	2	631,000	53	8,356,500
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	3	102,000	21	1,745,500
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	3	274,500	47	4,987,550
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	1	83,000	18	1,076,000
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	9	686,000	80	9,347,500
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	3	112,000	8	1,947,500
Services	2	255,000	55	4,780,050
Total	23	2,143,500	282	32,240,600
SASKATCHEWAN				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	3	1,905,000	58	12,812,050
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	0	0	19	2,416,000
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	7	1,168,000	72	8,181,550
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	0	0	23	3,248,000
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	7	368,000	105	13,730,500
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	1	63,000	8	7,639,000
Services	6	1,894,000	66	11,133,500
Total	24	5,398,000	351	59,160,600
ALBERTA				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	10	1,030,000	139	67,386,000
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	4	1,555,000	65	24,836,000
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	12	8,381,500	216	62,011,550
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	11	1,269,000	111	10,016,000
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	21	4,412,500	258	52,072,000
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	3	2,220,000	121	186,210,500
Services	22	2,969,000	258	57,326,000
Total	83	21,837,000	1,168	459,858,050

* As declared by Debtors

* Tel que déclaré par les débiteurs

	Current Month Mois Courant		Yearly to Date Cumul pour l'année	
	Number Nombre	Liabilities* Passif \$	Number Nombre	Liabilities* Passif \$
BRITISH COLUMBIA / COLOMBIE BRITANNIQUE				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	10	1,125,000	112	24,736,000
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	8	821,000	124	60,443,600
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	20	8,183,000	251	75,242,500
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	12	1,249,000	111	23,376,050
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	24	3,173,500	341	66,164,100
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	14	9,020,000	128	147,180,550
Services	24	4,929,500	378	129,193,250
Total	112	28,501,000	1,445	526,336,050
NORTHWEST TERRITORIES / TERRITOIRES DU NORD-OUEST & YUKON				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	0	0	2	339,000
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	0	0	0	0
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	0	0	6	483,000
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	0	0	1	43,000
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	0	0	2	180,000
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	0	0	0	0
Services	0	0	3	288,000
Total	0	0	14	1,333,000
CANADA				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	52	8,643,500	701	188,861,650
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	48	13,278,200	644	203,778,500
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	94	25,813,900	1,456	304,985,400
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	49	4,877,550	544	65,605,150
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	179	34,885,850	2,418	370,398,500
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	32	20,452,000	419	402,004,700
Services	164	21,361,350	2,320	408,802,550
Total	618	129,312,350	8,502	1,944,436,450

* As declared by Debtors

*Tel que déclaré par les débiteurs

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN DECEMBER 1986
BY MAJOR URBAN CENTERS**

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN DÉCEMBRE 1986
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

	Consumer Consommateur	Business Affaire	Proposals Propositions	Total Total	Assets Actif	Liabilities Passif
NFLD/T.-N.						
ST-JOHN'S	8	1	1	10	97,750	388,500
OTHERS/AUTRES	8	2	0	10	219,600	626,000
TOTAL	16	3	1	20	317,350	1,014,500
N.S./N.-E.						
HALIFAX	25	5	0	30	323,850	879,550
SYDNEY	5	0	0	5	32,400	88,000
SYDNEY MINES	0	0	0	0	0	0
OTHERS/AUTRES	31	8	0	39	317,200	962,000
TOTAL	61	13	0	74	673,450	1,929,550
P.E.I./I.P.-E.						
CHARLOTTETOWN	2	0	0	2	8,450	24,000
OTHERS/AUTRES	0	0	0	0	0	0
TOTAL	2	0	0	2	8,450	24,000
N.B./N.-B.						
FREDERICTON	1	0	0	1	250	39,000
MONCTON	3	4	0	7	103,700	368,000
SAINT-JOHN	1	0	0	1	0	13,500
OTHERS/AUTRES	8	6	3	17	260,250	1,019,000
TOTAL	13	10	3	26	364,200	1,439,500
QUEBEC						
BAIE-COMEAU	2	0	0	2	37,000	51,000
CHICOUTIMI-JONQUIERE	7	2	0	9	43,800	212,500
DRUMMONDVILLE	8	1	0	9	112,250	200,000
GRANBY	8	5	0	13	42,700	841,000
HULL/GATINEAU/AYLMER	29	6	1	36	550,850	1,065,550
MONTREAL	244	95	6	345	13,006,450	40,091,500
QUEBEC	27	21	0	48	894,700	3,880,000
RIMOUSKI	5	4	0	9	111,000	227,500
ROUYN	1	1	0	2	7,500	85,500
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	6	1	0	7	12,050	98,000
SHAWINIGAN	2	2	0	4	18,200	77,000
SHERBROOKE	0	1	0	1	1,500	7,500
SOREL	3	0	0	3	4,800	42,000
ST-HYACINTHE	4	3	1	8	954,800	1,605,000
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	5	3	0	8	201,250	555,000
ST-JEROME	4	1	0	5	5,700	78,000
THETFORD-MINES	0	0	0	0	0	0
TROIS-RIVIERES	10	2	0	12	7,200	261,500
VICTORIAVILLE	4	1	0	5	43,400	118,500
OTHERS/AUTRES	127	78	2	207	6,425,400	15,476,000
TOTAL	496	227	10	733	22,480,550	64,973,050

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN DECEMBER 1986
BY MAJOR URBAN CENTERS**

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN DÉCEMBRE 1986
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

	Consumer Consommateur	Business Affaire	Proposals Propositions	Total Total	Assets Actif	Liabilities Passif
ONTARIO						
BARRIE	5	1	0	6	200	600
BELLEVILLE	1	1	0	2	100	29,500
BRANTFORD	9	1	0	10	6,100	58,000
BROCKVILLE	0	0	0	0	0	0
CHATHAM	0	0	0	0	0	0
CORNWALL	4	3	0	7	6,283,950	6,526,500
GUELPH	8	1	4	13	159,900	295,000
HAMILTON	34	5	3	42	214,700	1,597,500
KINGSTON	11	2	0	13	17,150	154,500
KITCHENER	29	4	5	38	455,350	2,421,500
LONDON	16	3	0	19	68,850	426,000
MIDLAND	0	0	0	0	0	0
NORTH BAY	4	1	0	5	14,600	104,000
ORILLIA	0	1	0	1	0	50
OSHAWA	10	4	0	14	350	650
OTTAWA	38	11	3	52	758,900	2,221,500
OWEN SOUND	1	0	0	1	0	3,500
PETERBOROUGH	3	0	0	3	100	150
SARNIA	2	3	0	5	121,000	462,500
SAULT-STE-MARIE	6	4	0	10	261,700	533,500
ST-CATHARINES/NIAGARA	21	1	0	22	12,950	313,000
STRATFORD	1	0	0	1	0	15,500
SUDBURY	2	3	0	5	26,250	176,000
THUNDER BAY	3	1	0	4	6,650	94,000
TORONTO	185	35	24	244	127,350	1,204,750
TRENTON	0	1	0	1	950	47,000
WINDSOR	15	3	0	18	74,350	754,500
OTHERS/AUTRES	121	34	5	160	8,218,600	12,481,000
TOTAL	529	123	44	696	16,830,050	29,920,700
MANITOBA						
WINNIPEG	59	10	2	71	605,150	2,310,000
OTHERS/AUTRES	14	13	0	27	859,500	1,878,000
TOTAL	73	23	2	98	1,464,650	4,188,000
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	0	1	0	1	13,500	39,000
PRINCE ALBERT	3	2	0	5	136,500	374,500
REGINA	12	8	0	20	877,950	2,081,500
SASKATOON	6	3	0	9	333,500	1,737,500
OTHERS/AUTRES	18	10	0	28	651,000	2,686,000
TOTAL	39	24	0	63	2,012,450	6,918,500

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN DECEMBER 1986
BY MAJOR URBAN CENTERS**

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN DÉCEMBRE 1986
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

	Consumer Consommateur	Business Affaire	Proposals Propositions	Total Total	Assets Actif	Liabilities Passif
ALBERTA						
CALGARY	69	25	1	95	1,701,800	12,170,000
EDMONTON	74	24	1	99	2,055,150	12,005,000
MEDICINE HAT	6	0	1	7	457,000	572,000
OTHERS/AUTRES	58	34	1	93	2,831,850	6,706,000
TOTAL	207	83	4	294	7,045,800	31,453,000
B.C./C.B.						
CHILLIWACK	3	3	0	6	194,950	565,500
COURTENAY	1	0	0	1	23,000	45,000
KAMLOOPS	12	2	0	14	310,850	715,000
KELOWNA	8	5	0	13	82,750	1,131,000
NANAIMO	6	2	0	8	110,050	594,500
PRINCE-GEORGE	17	7	0	24	199,200	1,026,000
TERRACE	0	1	1	2	6,000	124,000
VANCOUVER	80	45	9	134	5,377,850	14,039,000
VERNON	6	3	0	9	91,300	560,500
VICTORIA	22	11	0	33	1,020,550	8,860,000
OTHERS/AUTRES	74	33	0	107	1,992,150	13,318,500
TOTAL	229	112	10	351	9,408,650	40,979,000
N.W.T./T.N.-O.						
TOTAL	0	0	0	0	0	0
YUKON						
TOTAL	1	0	0	1	0	0
CANADA						
TOTAL	1,666	618	74	2,358	60,605,600	182,839,800

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN 1986
BY MAJOR URBAN CENTERS**

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN 1986
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

	Consumer Consommateur	Business Affaire	Proposals Propositions	Total Total	Assets Actif	Liabilities Passif
NFLD/T.-N.						
ST-JOHN'S	92	16	4	112	2,891,200	5,126,500
OTHERS/AUTRES	154	23	0	177	1,578,500	4,312,000
TOTAL	246	39	4	289	4,469,700	9,438,500
N.S./N.-E.						
HALIFAX	306	85	8	399	4,405,800	18,516,450
SYDNEY	93	15	2	110	651,000	2,019,500
SYDNEY MINES	20	3	2	25	172,650	515,500
OTHERS/AUTRES	348	125	3	476	9,625,750	18,521,650
TOTAL	767	228	15	1,010	14,855,200	39,573,100
P.E.I./I.P.-E.						
CHARLOTTETOWN	36	1	0	37	135,250	567,500
OTHERS/AUTRES	19	10	0	29	734,750	1,851,000
TOTAL	55	11	0	66	870,000	2,418,500
N.B./N.-B.						
FREDERICTON	24	8	1	33	122,300	2,464,500
MONCTON	35	13	3	51	648,450	1,985,000
SAINT-JOHN	40	14	1	55	1,055,200	1,444,000
OTHERS/AUTRES	150	43	17	210	4,676,500	16,451,500
TOTAL	249	78	22	349	6,502,450	22,345,000
QUEBEC						
BAIE-COMEAU	11	4	1	16	1,021,250	2,571,000
CHICOUTIMI-JONQUIERE	69	57	3	129	11,712,350	15,640,850
DRUMMONDVILLE	52	26	0	78	1,113,950	3,491,000
GRANBY	63	33	0	96	1,322,500	5,210,000
HULL/GATINEAU/AYLMER	491	98	8	597	5,057,250	13,689,550
MONTREAL	3,113	1,206	63	4,382	140,978,800	407,450,400
QUEBEC	477	265	11	753	13,760,650	36,181,500
RIMOUSKI	40	29	0	69	1,339,900	3,475,000
ROUYN	27	11	1	39	897,850	2,602,000
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	67	20	0	87	600,300	3,447,000
SHAWINIGAN	22	21	1	44	1,219,900	2,011,500
SHERBROOKE	83	41	0	124	707,100	3,378,500
SOREL	34	11	0	45	6,381,600	7,707,000
ST-HYACINTHE	39	16	1	56	1,667,300	3,907,500
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	65	26	1	92	6,911,850	10,103,000
ST-JEROME	26	5	1	32	6,137,100	6,899,000
THETFORD-MINES	14	10	1	25	120,000	831,000
TROIS-RIVIERES	64	38	1	103	1,959,200	5,259,500
VICTORIAVILLE	25	15	2	42	1,525,200	3,770,500
OTHERS/AUTRES	1,715	894	34	2,643	87,935,300	192,868,700
TOTAL	6,497	2,826	129	9,452	292,369,350	730,494,500

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN 1986
BY MAJOR URBAN CENTERS**

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN 1986
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

	Consumer Consommateur	Business Affaire	Proposals Propositions	Total Total	Assets Actif	Liabilities Passif
ONTARIO						
BARRIE	82	25	0	107	856,400	3,299,800
BELLEVILLE	39	11	0	50	283,900	1,120,000
BRANTFORD	80	24	0	104	420,600	2,927,500
BROCKVILLE	27	9	0	36	654,750	1,511,500
CHATHAM	32	13	1	46	137,700	1,147,500
CORNWALL	56	14	0	70	7,098,200	8,424,500
GUELPH	63	15	4	82	466,100	3,781,500
HAMILTON	446	119	17	582	9,444,450	27,272,000
KINGSTON	97	16	1	114	2,176,950	9,154,000
KITCHENER	287	67	8	362	10,371,000	35,834,000
LONDON	202	75	2	279	2,173,500	11,603,000
MIDLAND	14	2	0	16	35,500	233,250
NORTH BAY	70	19	0	89	549,850	4,217,500
ORILLIA	39	12	0	51	1,150,050	5,091,750
OSHAWA	136	26	1	163	540,550	3,071,250
OTTAWA	715	197	14	926	10,186,100	47,955,300
OWEN SOUND	18	1	0	19	55,050	324,000
PETERBOROUGH	82	13	0	95	438,800	7,530,900
SARNIA	76	17	0	93	1,217,850	3,931,500
SAULT-STE-MARIE	119	24	0	143	1,896,900	4,942,650
ST-CATHARINES/NIAGARA	257	53	0	310	1,341,450	9,217,600
STRATFORD	15	7	0	22	137,950	504,000
SUDBURY	104	26	0	130	1,405,900	4,512,450
THUNDER BAY	83	20	0	103	985,350	3,768,050
TORONTO	2,560	652	187	3,399	49,136,250	230,482,450
TRENTON	13	3	0	16	19,400	212,000
WINDSOR	156	52	1	209	1,617,950	8,525,000
OTHERS/AUTRES	1,712	548	21	2,281	45,401,800	129,922,000
TOTAL	7,580	2,060	257	9,897	150,200,250	570,516,950
MANITOBA						
WINNIPEG	559	145	6	710	7,536,600	25,125,100
OTHERS/AUTRES	195	137	4	336	8,707,250	20,007,000
TOTAL	754	282	10	1,046	16,243,850	45,132,100
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	18	9	0	27	751,950	3,151,500
PRINCE ALBERT	35	17	0	52	1,333,050	3,922,000
REGINA	152	67	0	219	6,989,400	14,961,500
SASKATOON	162	86	0	248	14,670,800	26,223,000
OTHERS/AUTRES	195	172	1	368	12,385,650	31,345,600
TOTAL	562	351	1	914	36,130,850	79,603,600

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN 1986
BY MAJOR URBAN CENTERS**

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN 1986
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

	Consumer Consommateur	Business Affaire	Proposals Propositions	Total Total	Assets Actif	Liabilities Passif
ALBERTA						
CALGARY	791	320	14	1,125	74,278,750	245,997,000
EDMONTON	755	353	6	1,114	34,508,750	205,813,050
MEDICINE HAT	39	25	3	67	2,327,400	6,122,000
OTHERS/AUTRES	677	470	7	1,154	39,551,500	118,742,500
TOTAL	2,262	1,168	30	3,460	150,666,400	576,674,550
B.C./C.B.						
CHILLIWACK	26	20	0	46	1,166,300	5,030,000
COURTENAY	24	18	1	43	478,150	9,193,500
KAMLOOPS	135	50	4	189	6,037,100	39,382,650
KELOWNA	101	64	1	166	9,456,850	24,943,050
NANAIMO	49	25	0	74	1,442,050	4,300,500
PRINCE-GEORGE	146	60	10	216	8,732,350	36,604,000
TERRACE	45	14	1	60	888,750	2,374,500
VANCOUVER	1,156	552	51	1,759	93,683,100	328,942,150
VERNON	59	34	1	94	7,841,050	12,187,500
VICTORIA	238	148	6	392	9,847,050	68,116,150
OTHERS/AUTRES	802	460	8	1,270	43,429,600	170,649,200
TOTAL	2,781	1,445	83	4,309	183,002,350	701,723,200
N.W.T./T.N.-O.						
TOTAL	5	7	0	12	306,000	699,500
YUKON						
TOTAL	7	7	0	14	133,550	773,500
CANADA						
TOTAL	21,765	8,502	551	30,818	855,749,950	2,779,393,000

ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)
PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)

Report for the month of November 1986	Participating Provinces						
	Provinces Participantes						
Rapport du mois de novembre 1986	British Columbia Colombie Britannique	Alberta Alberta	Saskatchewan Saskatchewan	Manitoba Manitoba	Nova Scotia Nouvelle-Écosse	Prince Edward Island Île du Prince- Édouard	Total
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month	24	10	2	4	45	2	87
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois							
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month	208,050.41	102,077.71	33,183.37	19,409.25	144,412.57	7,391.47	514,524.78
Montant versé à la cour durant le mois relativement à tous les ordonnances de fusion							
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month	30,236.10	0	2,274.66	20,472.86	127,500.47	3,951.47	184,435.56
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion							
Total number of terminations and defaults during the month	41	30	11	3	24	1	110
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois							

R 468 D 075971-8
DEPT C.E.C.A., E.A. HARRINGTON
LIBRARY, PL. PORTAGE, PH. 1,
12TH FL., VICTORIA ST
HULL PO K1A 0C9

TO
File
Chg'd to
Promis d

	Canada Post Postage Paid	Postes Canada Post payé
Book rate		
Tarif des livres		
K1A 0S7		
Ottawa, Canada		

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7



Consumer and
Corporate Affairs
Canada

Consommation
et Corporations
Canada

